

**GESETZESTECHNISCHE
RICHTLINIEN (GTR)**

**DIRECTIVES SUR LA
TECHNIQUE LÉGISLATIVE (DTL)**

**DIRETTIVE DI TECNICA
LEGISLATIVA (DTL)**

**DIRECTIVES SUR LA TECHNIQUE LÉGISLATIVE (DTL)
DIRETTIVE DI TECNICA LEGISLATIVA (DTL)**



 Schweizerische Eidgenossenschaft
Confédération suisse
Confederazione Svizzera
Confederaziun svizra

Bundeskanzlei BK
Chancellerie fédérale ChF
Cancelleria federale CaF
Chanzlia federala ChF

Table des matières

Chapitre 1 Nouvelle ordonnance ou révision totale d'une ordonnance	5
Section 1 Révision partielle ou révision totale?	5
Section 2 Titre	5
Titre complet	5
Titre court	7
Sigle	8
Date	8
Approbation d'une autre autorité que l'auteur de l'acte	8
Section 3 Préambule	9
Section 4 Partie introductive	12
Généralités	12
Définitions	12
Introduction entre parenthèses d'un sigle ou de la forme abrégée d'un terme	13
Correspondances terminologiques	14
Section 5 Partie principale	16
Généralités	16
Subdivision formelle et présentation	16
Généralités	16
Subdivisions de l'acte supérieures à l'article (section, chapitre, titre, partie)	17
Subdivision et présentation des articles	17
Généralités	17
Titre	18
Titre marginal	18
Alinéas	18
Énumérations (lettres, chiffres, tirets)	18
Phrases	20
Renvois	21
Généralités	21
Renvois à l'intérieur d'un acte	23
Renvoi à d'autres actes publiés au RO ou au RS	23
Règles générales	23
Exceptions	25
Exception 1: actes cités sans date	25
Exception 2: renvois au moyen du sigle ou d'un titre court non officiel	25
Exception 3: renvois à un acte cité dans le préambule	25
Exception 4: plusieurs renvois dans un même article ou une même annexe	25
Exception 5: mention de la référence à la FF	25
Pas de renvois à des actes de rang inférieur	26
Renvoi à un domaine législatif	26
Renvoi à un texte ne figurant ni dans le RO ni dans le RS	27
Manière de citer l'acte et d'indiquer sa référence	27
Renvoi à des normes techniques ou à des normes similaires	28
Règles particulières applicables au renvoi au droit de l'UE	29
Remarques générales	29
Présentation des renvois	29

Titre des actes de l'UE.....	30
Citation de l'acte de l'UE en partie dans le corps de l'article et en partie dans la note de bas de page	30
Règle générale: citation du titre sous une forme abrégée.....	30
Exception: citation du titre de l'acte de l'UE sous sa forme complète.....	31
Acte de l'UE cité plusieurs fois dans un acte de droit suisse.....	32
Principe	32
Exception 1: désignation de l'acte de l'UE par son titre court officiel ou par un titre court non officiel	33
Exception 2: actes de l'UE dont le titre est introduit dans le préambule.....	34
Acte de l'UE cité plusieurs fois dans un même article.....	34
Renvoi au dispositif Schengen ou au dispositif Dublin dans une ordonnance.....	34
Remarques préliminaires.....	35
Dans le préambule.....	35
Dans un article	35
Manière de citer chacun des accords du dispositif Schengen ou du dispositif Dublin.....	36
Règles applicables	36
Titre des accords et ordre dans lequel ils sont cités.....	36
Manière de citer l'accord principal du dispositif Schengen ou du dispositif Dublin.....	36
Présentation de l'annexe.....	37
Accords d'association à Schengen.....	37
Accords d'association à Dublin.....	37
Accords d'association à Schengen et accords d'association à Dublin.....	38
Technique du renvoi au regard de la dynamique du droit de l'UE (renvoi statique).....	39
Section 1 Citation de l'acte de base uniquement.....	39
Section 2 Citation de la dernière modification déterminante pour la Suisse.....	40
Section 3 Citation de toutes les modifications déterminantes pour la Suisse.....	41
Section 4 Citation d'une version de l'acte de l'UE fixée dans un traité international.....	41
Rectificatifs publiés par l'UE.....	42
Remarques complémentaires concernant la présentation des notes de bas de page.....	42
Pas de mention de l'endroit où l'on peut se procurer l'acte.....	43
Désignation des unités administratives	44
Désignation des unités administratives par leur appellation officielle.....	44
Unités administratives d'un rang inférieur à celui de l'office fédéral.....	44
Utilisation des sigles_2.....	44
Section 6 Dispositions finales	44
Ordre de présentation	45
Exécution	45
Abrogation ou modification d'autres actes (règles communes)	46
Abrogation d'autres actes	47
Modification d'autres actes	48
Dispositions transitoires	48
Entrée en vigueur	49
Généralités	49
Entrée en vigueur avec effet rétroactif.....	50
Entrée en vigueur à une heure donnée; publication urgente.....	50
Entrée en vigueur échelonnée.....	50
Entrée en vigueur liée à l'entrée en vigueur d'un autre acte.....	51
Durée de validité limitée	51
Signatures	52
Section 7 Annexes	52
Subdivision et présentation des annexes	53

Index

56

1 Chapitre 1 Nouvelle ordonnance ou révision totale d'une ordonnance

Vous trouverez ici le modèle Word formaté CPO : 

- 2 Un acte comprend un titre, un préambule et des dispositions (lesquelles forment le corps de l'acte). Le corps de l'acte est composé en règle générale d'une partie introductive, d'une partie principale et de dispositions finales. Des annexes peuvent compléter l'acte.

Cf. [Guide de législation](#), ch. 601 à 633 et 168.

1.1 Section 1 Révision partielle ou révision totale?

- 276 La règle est la suivante: on procédera à la *révision totale* d'un acte (adoption d'une nouvelle version et abrogation de la version précédente) si la modification *touche plus de la moitié des articles*.

D'autres critères peuvent aussi entrer en ligne de compte:

– critères en faveur d'une révision totale:

- l'acte est court et souvent modifié;
- des adaptations formelles (terminologiques ou d'ordre structurel) sont nécessaires dans l'ensemble de l'acte;
- la modification envisagée s'insère mal dans la structure existante, qu'il faut alors remodeler;

– critères en faveur d'une révision partielle:

- l'acte est long;
- il fera prochainement l'objet d'une révision totale;
- il fait l'objet d'une littérature ou d'une jurisprudence abondante, d'où l'intérêt de maintenir la numérotation des articles cités ou commentés

1.2 Section 2 Titre

1.2.1 Titre complet

- 155 Le titre d'une ordonnance édictée par un organe autre que le Conseil fédéral doit indiquer l'auteur de l'acte conformément aux règles définies au ch. 6. Si l'auteur est indiqué au moyen de son sigle, son nom suivi de son sigle introduit entre parenthèses doit être cité dans son intégralité dans le préambule.

Exemple:

**Ordonnance du DFI
sur les champignons comestibles et la levure**

du 23 novembre 2005

Le Département fédéral de l'intérieur (DFI),

...

arrête:

→ [RO 2005 6017](#)

- 3 Le titre d'un acte doit être aussi court que possible, tout en étant descriptif, et empêcher toute confusion avec un autre acte. Il doit faire ressortir de quel type d'acte il s'agit, de quoi l'acte traite et, dans certains cas, de qui il émane. Il ne mentionnera néanmoins pas tout ce dont il traite car on ne pourrait plus le citer aisément.
- 4 Les trois principaux types d'acte n'indiquent pas, dans leur titre, le nom de l'autorité dont ils émanent (auteur de l'acte). Leur titre est formulé comme suit:
1. pour les lois fédérales:
«Loi fédérale du ... sur ...»;
 2. pour les arrêtés fédéraux:
«Arrêté fédéral du ... sur ... / portant approbation de ... / etc.»;
 3. pour les ordonnances du Conseil fédéral:
«Ordonnance du ... sur ...».

Remarques:

- «loi», «arrêté» et «ordonnance» ne prennent une majuscule que sur la *page de titre* de l'acte; ils s'écrivent dans tous les autres cas avec une minuscule. Les versions allemande et italienne obéissent à d'autres règles.

- Lorsque le niveau législatif ressort suffisamment du contenu ou qu'il alourdit inutilement la formulation, le titre des lois fédérales peut être formulé comme suit dans la version française: «Loi du ... sur ...» (ex.: «Loi du 17 juin 2005 sur le Tribunal fédéral», [RO 2006 1205](#)).

- 5 Pour les autres types d'acte, on indiquera toujours le nom de l'auteur de l'acte.
- 6 Si l'auteur de l'acte est une unité de l'administration fédérale centrale ou de l'administration fédérale décentralisée, on utilisera le sigle officiel mentionné dans les [annexes 1 ou 2 de l'ordonnance du 25 novembre 1998 sur l'organisation du gouvernement et de l'administration \(OLOGA, RS 172.010.1\)](#); si ces annexes ne mentionnent pas de sigle, on utilisera le nom officiel de l'unité qui s'y trouve.

Exemple:

**Ordonnance de l'OFAG
concernant le contrôle des moûts de raisin, jus de raisin et
vins destinés à l'exportation**

du 7 décembre 1998

→ [RO 1999 609](#)

- 7 Si l'auteur de l'acte n'est pas une unité de l'administration fédérale centrale ou de l'administration fédérale décentralisée, on indiquera son nom en toutes lettres (ex.: règlement du Tribunal fédéral du ..., ordonnance de l'Assemblée fédérale du ..., etc.).
- 8 Les actes peuvent être appelés autrement que «loi fédérale» ou «ordonnance» si l'appellation est expressément prévue par un acte de rang supérieur (ex.: art. 15, al. 1, let. a, de la loi du 17 juin 2005 sur le Tribunal fédéral, [RO 2006_1205](#); règlement du 20 novembre 2006 du Tribunal fédéral, [RO 2006_5635](#)) ou qu'elle a été entérinée par la pratique (ex.: procédure pénale militaire du 23 mars 1979, [RS 322.1](#); code de procédure civile, [RS 272](#)).
- 9 Les titres des actes doivent autant que possible se ressembler d'une langue à l'autre. Il faut donc tenir compte des autres langues officielles dès le choix du titre dans la première langue.
- 234 Les actes du Conseil fédéral, des départements, des offices, des autres unités administratives et des organisations ou personnes de droit privé ou public qui ne font pas partie de l'administration fédérale mais qui sont habilitées à édicter des actes sont appelés «ordonnances» lorsqu'ils contiennent des règles de droit. Pour les exceptions et pour les cas où l'auteur de l'acte est mentionné dans le titre, cf. ch. 3 à 13.

1.2.2 Titre court

- 10 Le titre court facilite la citation de l'acte. Il n'est pas obligatoire: on abrégera le titre d'un acte uniquement s'il est cité fréquemment et que le titre court permet d'être nettement plus concis. Le titre court figurera entre parenthèses au-dessous du titre complet. S'il existe, c'est toujours lui qu'on utilisera pour citer l'acte (cf. ch. 105).

Exemple:

<p>Loi fédérale sur le transfert de la route au rail du transport lourd de marchandises à travers les Alpes (Loi sur le transfert du transport de marchandises, LTTM)</p> <p>du 19 décembre 2008</p>
--

→ [RO 2009 5949](#)

- 11 Comme les titres complets, les titres courts doivent autant que possible se ressembler d'une langue à l'autre (même s'il est impossible dans les langues latines de former des mots composés du type «Gewässerschutzgesetz»). Contrairement aux sigles (cf. ch. 14), il n'y a pas d'obligation d'avoir un titre court dans toutes les langues.
- 12 Lorsque le titre court d'une ordonnance qui émane d'un département ou d'un office fédéral est identique au titre court d'un acte de rang supérieur, on pourra insérer le sigle du département ou de l'office concerné dans le titre court de l'ordonnance afin de distinguer les deux actes.

Exemple:

**Ordonnance du DFI
sur l'attribution d'organes destinés à une transplantation
(Ordonnance du DFI sur l'attribution d'organes)**

du 2 mai 2007

→ [RO 2007 2007](#)

Cf. acte supérieur émanant du Conseil fédéral: ordonnance du 16 mars 2007 sur l'attribution d'organes destinés à une transplantation (ordonnance sur l'attribution d'organes), [RO 2007 1995](#).

- 13 Tout titre court utilisé fréquemment, mais n'ayant pas d'existence officielle, devrait être officialisé lors d'une révision de l'acte (cf. ch. 294), pour autant qu'il remplisse les conditions des ch. 10 et 11.

1.2.3 Sigle

- 15 En règle générale, un acte de rang inférieur (ordonnance d'un département ou d'un office fédéral) n'a pas de sigle.
- 18 Exception aux ch. 15 et 17: il existe des séries d'ordonnances (telles que les ordonnances sur les émoluments ou les ordonnances sur l'organisation des départements) dont le sigle peut comporter plus de cinq lettres. Ces sigles sont structurés de manière identique et se composent de deux éléments, l'un récurrent, l'autre variable, qui sont reliés par un trait d'union; les deux éléments du sigle doivent être descriptifs et l'utilisation de chiffres n'est pas admise. Exemples: OEmol-OFEV, OEmol-LCart, etc.; Org-DETEC, Org-DFJP, etc. Pour les règles particulières applicables aux ordonnances sur les émoluments, cf. ch.359 et ss, en particulier ch. 361.

1.2.4 Date

- 21 Tout acte est muni d'une date; il s'agit de la date à laquelle l'auteur de l'acte l'a adopté. Cette date ne change pas au fil des révisions. Dans le RO et le RS, elle figure en dessous du titre.

1.2.5 Approbation d'une autre autorité que l'auteur de l'acte

- 21a* Lorsque le droit supérieur prévoit qu'une ordonnance requiert l'approbation d'une autre autorité que l'auteur de l'acte, on ajoutera la formule suivante en dessous de la date : «Approuvée par ... le ...»

Exemple:

**Ordonnance du Conseil des EPF
sur le personnel du domaine des écoles polytechniques fédérales
(Ordonnance sur le personnel du domaine des EPF, OPers-EPF)**

Modification du 12 décembre 2018

Approuvée par le Conseil fédéral le 26 juin 2019

→ [*RO 2019 2023](#)

* Chiffre ajouté par décision du 25 oct. 2021 du groupe de suivi des DTL.

1.3 Section 3 Préambule

- 236 Dans le préambule d'une ordonnance, on ajoutera dans la proposition principale (cf. ch. 22) la formule «*en accord avec...*» si la disposition de l'acte supérieur mentionné requiert l'accord d'une autre autorité.

Exemple:

*Le Département fédéral de la défense, de la protection de la population et des sports (DDPS), en accord avec le Département fédéral des finances (DFP),
vu l'art. 52, al. 5, de l'ordonnance du 3 juillet 2001 sur le personnel de la Confédération (OPers)¹,
arrête:*

¹ RS 172.220.111.3

→ [RO 2005 2481](#)

En pareil cas, seule l'autorité responsable au premier chef apparaît toutefois dans la signature de l'acte (cf. ch. 246).

- 237 En plus de l'acte qui fonde la compétence, on pourra mentionner un autre acte de rang supérieur (qu'on introduira par la formule «en exécution de ...») si les conditions suivantes sont réunies:
- l'acte en question est un acte intersectoriel d'une grande importance matérielle pour l'ordonnance;
 - il ne contient pas de norme de délégation sur laquelle l'auteur de l'ordonnance pourrait se fonder.

Exemple:

**Ordonnance
sur la sécurité des produits
(OSPro)**

du 19 mai 2010

*Le Conseil fédéral suisse,
vu les art. 4, al. 1, 7, 9 et 14, al. 1, de la loi du 12 juin 2009 sur la sécurité des produits (LSPro)¹,
en exécution de la loi fédérale du 6 octobre 1995 sur les entraves techniques au commerce (LETC)²,
arrête:*

¹ RS 930.11

² RS 946.51

→ [*RO 2010 2583](#)

235 Pour la présentation du préambule, cf. ch. 22 à 29.

22 Le préambule forme une seule phrase.

La proposition principale, écrite en italique, indique l'auteur de l'acte et l'action qu'il accomplit (ex.: «*L'Assemblée fédérale de la Confédération suisse / Le Conseil fédéral ... arrête:*»).

Les incises indiquent:

- les bases légales sur lesquelles l'auteur de l'acte se fonde pour édicter l'acte («vu ...»);
- le cas échéant, les traités internationaux, les décisions d'organisations internationales ou, dans de rares cas, les actes de droit suisse (cf. ch. 237) que l'acte en question doit permettre d'appliquer («en exécution de ...»);
- pour les actes de l'Assemblée fédérale, les documents suivants: message du Conseil fédéral ou, lorsque l'acte concerne une initiative parlementaire ou une initiative déposée par un canton, rapport de la commission et avis du Conseil fédéral («vu ...»). La date se place après la dénomination du type de travail préparatoire et de son auteur: «vu le message du Conseil fédéral du ...», «vu le rapport de la Commission xy du ...», «vu l'avis du Conseil fédéral du...».

Ni les proclamations ni les explications ou interprétations des dispositions n'y ont leur place, pas plus que la description du but de l'acte.

Pour le préambule des actes modificateurs, cf. ch. 286, 287 et 288.

23 Par bases légales, on entend ici des dispositions d'un acte de rang supérieur qui autorisent l'auteur de l'acte à édicter l'acte en question (dispositions fondant la compétence, et non dispositions à concrétiser).

Dans le préambule d'un acte de la Confédération, on ne citera par conséquent ni les [art. 7 à 34 Cst.](#) (droits fondamentaux), ni [l'art. 41](#) (buts sociaux), ni [l'art. 164](#) (règles de droit devant être édictées sous la forme d'une loi).

26 On citera les dispositions dans l'ordre croissant de leur numérotation. Si, exceptionnellement, on cite plusieurs actes comme bases légales, ceux-ci devront en principe être cités dans l'ordre où ils apparaissent dans le RS.

27 Les dispositions seront citées de manière précise; ainsi, on ne citera qu'un alinéa d'un article, et non l'article en entier, si seul cet alinéa est pertinent.

28 Si l'acte de rang supérieur ne contient pas de disposition spécifique fondant la compétence d'édicter l'acte, on le citera sans autre précision (par ex. pour une ordonnance du Conseil fédéral: «vu la loi [fédérale] du ...»). On pourra également appliquer cette règle lorsque les bases légales sont très nombreuses. Si un acte de l'Assemblée fédérale se fonde sur un nombre important de dispositions *constitutionnelles*, on en citera uniquement les principales dans le préambule de l'acte; on commentera en revanche de manière détaillée dans le message l'ensemble des dispositions concernées (cf. [Aide-mémoire sur la présentation des messages du Conseil fédéral](#)).

29 Exemples (ch. 22 à 28):

**Loi fédérale
sur les denrées alimentaires et les objets usuels
(Loi sur les denrées alimentaires, LDAI)**

du ...

L'Assemblée fédérale de la Confédération suisse,
vu les art. 97, al. 1, 105 et 118, al. 2, let. a, de la Constitution¹,
vu le message du Conseil fédéral du 25 mai 2011²,
arrête:

¹ RS 101

² FF 2011 5181

→ [RO 2011 5271](#)

**Loi fédérale
sur la Commission de prévention de la torture**

du 20 mars 2009

L'Assemblée fédérale de la Confédération suisse,
vu l'art. 54, al. 1, de la Constitution¹,
en exécution du Protocole facultatif du 18 décembre 2002 se rapportant à la Convention contre la
torture et autres peines et traitements cruels, inhumains ou dégradants²,
vu le message du Conseil fédéral du 8 décembre 2006³,
arrête:

¹ RS 101

² RS 0.105.1; RO 2009 5449

³ FF 2007 261

→ [*RO 2009 5445](#)

**Ordonnance
sur l'établissement des documents de voyage pour étrangers
(ODV)**

du 14 novembre 2012

Le Conseil fédéral suisse,
vu les art. 59, al. 6, et 111, al. 6, de la loi fédérale du 16 décembre 2005
sur les étrangers (LEtr)¹,
vu l'art. 119 de la loi du 26 juin 1998 sur l'asile²,
en exécution de l'art. 28 de la Convention du 28 juillet 1951 relative au statut
des réfugiés³,
en exécution de l'art. 28 de la Convention du 28 septembre 1954 relative
au statut des apatrides⁴,
arrête:

- ¹ RS 142.20
- ² RS 142.31
- ³ RS 0.142.30
- ⁴ RS 0.142.40

→ [RO 2012 6049](#)

Ordonnance
sur les langues nationales et la compréhension entre
les communautés linguistiques

(Ordonnance sur les langues, OLang)

du 4 juin 2010

Le Conseil fédéral suisse,

vu la loi du 5 octobre 2007 sur les langues (LLC)¹,

arrête:

- ¹ RS 441.1

→ [RO 2010 2653](#)

1.4 Section 4 Partie introductive

1.4.1 Généralités

- 30 Dans la partie introductive (souvent intitulée «Dispositions générales»), on trouve notamment:
- l'objet et le but de l'acte;
 - le champ d'application de l'acte (à quoi et à qui il s'applique et où);
 - les relations avec d'autres actes du droit interne (ex.: [RO 2006 2319](#), art. 4) et avec le droit international (ex.: [RO 2007 5437](#), art. 2, al. 2 et 3);
 - des définitions de termes utilisés dans tout l'acte.

Remarque: dans la version française des actes, les termes désignant des personnes s'appliquent également aux hommes et aux femmes.

1.4.2 Définitions

- 31 Tout acte doit être rédigé dans le langage courant. On évitera donc, dans la mesure du possible, d'utiliser des termes nécessitant une définition. S'il faut définir des termes, ils seront insérés en règle générale dans un article (ou une section) intitulé «Définitions» qui figurera au début de l'acte, juste après les articles «Objet» et «Champ d'application». Il n'y a pas de formule type.

Exemples:

<p>Art. 2 Définitions</p> <p>On entend par:</p> <p>a. <i>programme</i>: une série d'émissions offertes en continu dont le déroulement est programmé, transmises par des techniques de télécommunication et destinées au public en général;</p> <p>b. <i>émission</i>: une partie de programme formant un tout d'un point de vue formel et matériel;</p> <p>c. <i>émission rédactionnelle</i>: toute émission autre que de la publicité;</p> <p>d. <i>diffuseur</i>: la personne physique ou morale répondant de l'élaboration d'une émission ou de la composition d'un programme à partir d'émissions;</p> <p>...</p>

→ [*RO 2007 737](#)

- 32 Les définitions sont données dans *l'ordre logique*. On définira d'abord les termes les plus généraux, puis ceux qui se réfèrent aux termes généraux. S'il faut définir de nombreux termes qui n'ont pas de rapport logique entre eux, l'ordre sera celui de leur apparition dans l'acte. On ne les citera jamais dans l'ordre alphabétique, puisque ce dernier varie d'une langue à l'autre. On les pourvoira de lettres ou de chiffres afin de pouvoir les citer aisément.

Si les définitions font plus d'une page, on les mentionnera en annexe (cf. ch. 65).

- 33 Si une définition ne s'impose que dans un passage d'un acte, elle peut y figurer directement.

Exemple:

<p>Art. 16 Marchandises du trafic touristique</p> <p>¹ Le Conseil fédéral peut exonérer totalement ou partiellement les marchandises du trafic touristique ou fixer des taux forfaitaires applicables à plusieurs redevances ou à diverses marchandises.</p> <p>² Les marchandises du trafic touristique sont celles qu'une personne transporte avec elle lorsqu'elle passe la frontière douanière et qui ne sont pas destinées au commerce.</p>
--

→ [RO 2007 1411](#)

1.4.3 Introduction entre parenthèses d'un sigle ou de la forme abrégée d'un terme

- 34 On peut introduire entre parenthèses dans un acte le sigle ou la forme abrégée d'un terme, notamment le sigle d'une unité administrative (par ex. «DFJP» pour «Département fédéral de justice et police»), le sigle d'un acte (par ex. «LMSI» pour «loi fédérale instituant des mesures visant au maintien de la sûreté intérieure») ou encore la forme abrégée d'un terme ou d'une longue expression (par ex. «produit de l'impôt sur les huiles minérales» pour «produit net de l'impôt à la consommation perçu par la Confédération sur les carburants» [[RO 2011 3467](#), art. 1, let. a]). Cf. également ch. 154 et 155.

Exemple:

<p>Art. 1 Champ d'application</p> <p>¹ La présente ordonnance régit les émoluments perçus par l'Office fédéral de l'agriculture (OFAG),</p>
--

y compris les stations fédérales de recherches agronomiques, pour les prestations fournies et les décisions rendues en vertu de la loi du 29 avril 1998 sur l'agriculture² et de ses dispositions d'exécution, et pour les prestations de services statistiques visées par la loi du 9 octobre 1992 sur la statistique fédérale³.

² Au surplus, elle régit les émoluments perçus par les organes d'exécution auxquels l'OFAG a confié des tâches d'exécution.

² RS 910.1

³ RS 431.01

→ [RO 2010 2315](#)

- 35 Il peut être judicieux de recourir au sigle ou à la forme abrégée dès qu'un terme ou une expression apparaît plus d'une fois dans l'acte. Inversement, il peut être indiqué de renoncer à l'introduction d'un sigle ou d'une forme abrégée même lorsqu'un terme ou une expression apparaissent plusieurs fois, notamment lorsque les différentes occurrences sont très éloignées les unes des autres.
- 36 On introduira entre parenthèses le sigle ou la forme abrégée la première fois que le terme ou l'expression apparaît. Si un article spécifique est consacré à l'objet désigné par ce terme ou cette expression et que le sigle ou la forme abrégée a été introduit dans un article précédent, on pourra faire figurer une nouvelle fois le terme ou l'expression avec le sigle ou la forme abrégée.

Exemple:

Art. 3 Rapport d'évaluation

¹ Le Conseil fédéral évalue périodiquement les effets de la présente loi. Il examine notamment l'opportunité, l'efficacité et le caractère économique des prestations suivantes:

...

- b. les activités de la Commission de la poste (PostCom).

...

Section 4 Commission de la poste

Art. 20 Organisation

¹ Le Conseil fédéral nomme la Commission de la poste (PostCom), formée de cinq à sept membres, et en désigne le président et le vice-président. ...

→ [RO 2012 4993](#)

1.4.4 Correspondances terminologiques

- 37 Si un acte renvoie abondamment à des textes qui ne relèvent pas du droit fédéral, notamment à des textes de droit européen, si bien que le domaine est réglé tant par des normes de droit suisse que par des normes des textes concernés, et que les terminologies ne sont pas les mêmes, on insérera dans l'acte de droit suisse un tableau d'équivalences (par ex. mise en correspondance des expressions utilisées dans le droit européen et dans le droit suisse).
- 38 Le tableau d'équivalences est placé dans l'article (ou la section) «Définitions». S'il fait plus d'une page, on le fera figurer en annexe (ex.: [RO 2010 2229](#), art. 1a, al. 2, et annexe 15).
- 39 Les expressions pour lesquelles il est nécessaire d'établir une équivalence ne sont pas

forcément les mêmes dans les trois langues officielles. Il se peut également qu'aucune équivalence ne soit nécessaire dans une langue. Afin de garantir la cohérence entre les trois versions linguistiques, on mentionnera dans chaque version les équivalents pour les trois langues officielles.

40* Lorsque le tableau d'équivalences est placé dans un article, la formule sera la suivante :

Les expressions suivantes utilisées dans le règlement / la directive ... ont les équivalents ci-après dans la présente ordonnance :

Exemple :

² Les expressions suivantes utilisées dans le règlement (CE) n° 1107/2009¹¹ ont les équivalents ci-après dans la présente ordonnance :

Union européenne	Suisse
a. Expressions en allemand :	
<i>Zulassung</i>	<i>Bewilligung</i>
b. Expressions en français :	
<i>mise sur le marché</i>	<i>mise en circulation</i>
<i>produit phytopharmaceutique</i>	<i>produit phytosanitaire</i>
c. Expression en italien :	
<i>bidoni e fusti</i>	<i>contenitori</i>

¹¹ Règlement (CE) n° 1107/2009 du Parlement européen et du Conseil du 21 octobre 2009 concernant la mise sur le marché des produits phytopharmaceutiques et abrogeant les directives 79/117/CEE et 91/414/CEE du Conseil, version du JO L 309 du 24.11.2009, p. 1.

→ [*RO 2010 2331](#), art. 3

Lorsque le tableau d'équivalences figure en annexe, la formule sera la suivante :

Les équivalences entre les expressions utilisées dans le règlement / la directive ... et celles utilisées dans la présente ordonnance figurent en annexe / dans l'annexe ...

L'annexe sera présentée comme suit :

<i>Annexe ...</i> (art. ...)	
Correspondances terminologiques	
Les expressions suivantes utilisées dans le règlement / la directive ... ¹ ont les équivalents ci-après dans la présente ordonnance :	
Union européenne	Suisse
a. Expressions en allemand :	
...	
b. Expressions en français :	

<p>...</p> <p>c. Expressions en italien :</p> <p>...</p> <hr/> <p>1 ...</p>

* Chiffre modifié par décision du 27 mars 2017 du groupe de suivi des DTL.

1.5 Section 5 Partie principale

1.5.1 Généralités

41 La manière dont la partie principale est subdivisée, l'ordre de présentation des dispositions et leur formulation dépendent de la matière à traiter, des conditions particulières à chaque cas et des impératifs normatifs. Cf. [Guide de législation](#), ch. 601 à 633 et 168.

1.5.2 Subdivision formelle et présentation

1.5.2.1 Généralités

70

Partie	
Titre	Titre 2 Assurance obligatoire des soins
Chapitre	Chapitre 4 Obligation de s'assurer
Section	Section 4 Tarifs et prix
Article	Art. 52 Analyses et médicaments; moyens et appareils
Alinéa	¹ Après avoir consulté les commissions compétentes et conformément aux principes des art. 32, al. 1, et 43, al. 6:
Lettre	a. le département édicte:
Chiffre	1. une liste des analyses avec tarif,
Tiret	- ...

238 On appliquera en général les mêmes règles que pour les lois fédérales et les ordonnances de l'Assemblée fédérale.

239 On pourra exceptionnellement *subdiviser* une ordonnance non en articles, *mais en paragraphes numérotés selon le système décimal*, pour autant qu'elle contienne des dispositions très techniques et extrêmement détaillées.

La numérotation décimale sera alors la même que celle qui est utilisée pour les messages du Conseil fédéral (1.1.2, 3.2.1, etc.). Cf. [Aide-mémoire sur la présentation des messages du Conseil fédéral](#), ch. III > S'en tenir aux subdivisions prévues.

1.5.2.2 Subdivisions de l'acte supérieures à l'article (section, chapitre, titre, partie)

- 72 En général, *pas de subdivision* pour un acte qui contient *moins de treize articles*; les actes qui contiennent entre 13 et 30 articles sont subdivisés en sections.
- 73 On procédera toujours de bas en haut, *en n'ayant recours à la subdivision supérieure qu'en cas de besoin*. Ainsi, on ne recourra aux chapitres, par exemple, que s'il existe au moins un chapitre comportant plusieurs sections.
- 74 Les niveaux de subdivision supérieurs à l'article (sections, chapitres, titres, parties) sont numérotés en chiffres arabes («Section 1», «Chapitre 3», «Titre 4») et pourvus chacun d'un *titre*. Ils ne sont suivis d'aucun signe de ponctuation. Les versions allemande et italienne obéissent à d'autres règles.
- 75 Il faut parfois établir un lien entre deux articles sans qu'un niveau de subdivision supplémentaire se justifie. En pareil cas, on fera ressortir le dénominateur commun en le répétant dans les deux articles en première position, selon le modèle suivant:

Art. 8	Organe de conciliation: organisation
...	
Art. 9	Organe de conciliation: tâches
...	

- 76 On peut adjoindre un index alphabétique et une table des matières aux projets d'acte, aux actes publiés dans le RS et aux tirés à part d'une certaine taille ou importance.
- *Index alphabétique*: il revient à l'office fédéral compétent de l'établir et de le mettre à jour en cas de modification de l'acte et de nouveau tirage.
 - *Table des matières*: il revient au [CPO](#) de l'établir et de la mettre à jour en cas de modification de l'acte et de nouveau tirage.

1.5.2.3 Subdivision et présentation des articles

1.5.2.3.1 Généralités

- 77 L'unité rédactionnelle d'un acte est l'*article*. On peut subdiviser un article en *alinéas*, puis en *lettres*, puis en *chiffres*, et enfin en *tirets* (cf. ch. 70 et 83).
- 78 Les articles sont numérotés en *chiffres arabes*. L'article unique d'un acte est désigné comme tel («Article unique»).

1.5.2.3.2 Titre

- 79 L'article doit porter un titre en plus de son numéro, sauf si l'acte comprend moins de cinq articles.
- 80 Si la subdivision supérieure (par ex. une section) comprend un seul article, ce dernier n'aura pas de titre.

Exemple:

Section 1 Définitions	
Art. 1	
On entend par:	
a.	<i>données administrées</i> : les données personnelles qui sont enregistrées lors de l'utilisation de l'infrastructure électronique de la Confédération et qui sont régulièrement utilisées, analysées ou effacées volontairement;
...	
Section 2 Droit d'accès, conservation et destruction	
Art. 2	Droit d'accès aux données
...	
Art. 3	Conservation sécurisée des données
...	

→ [*RO 2012 947](#)

→ [*RO 2012 947](#)

1.5.2.3.3 Titre marginal

- 81 On ne maintiendra les *titres marginaux* (à la place des titres) que dans les grands codes ([CC](#), [CO](#) ou [CP](#)). Ailleurs, on les transformera en titres à la première révision de l'acte (sauf si elle est minimale): si les titres ne sont pas numérotés ni pourvus de lettres, la transformation devra être faite dans tout l'acte au moyen d'une indication du type «Dans tout l'acte, les titres marginaux sont transformés en titres.» (cf. ch. 327); s'ils sont numérotés ou pourvus de lettres, il faudra revoir la structure entière de l'acte. Pour la modification des titres, cf. ch. 322 et 325.

1.5.2.3.4 Alinéas

- 82 L'article est subdivisé en *alinéas*, numérotés en chiffres arabes placés en exposant.

1.5.2.3.5 Énumérations (lettres, chiffres, tirets)

- 83 Les *alinéas* se subdivisent eux-mêmes en trois échelons successifs (cf. ch. 70):
- *lettres* (a., b., c., ... i., j., k., etc.);
 - *chiffres arabes* (1., 2., 3., etc.);

- tirets.

L'énumération commence par une phrase introductive.

84 *Règles de ponctuation* dans les subdivisions:

La phrase introductive finit par un deux-points.

Les *membres des énumérations* sont séparés les uns des autres comme suit:

- les lettres par un point-virgule;
- les chiffres par une virgule;
- les tirets par un simple retour à la ligne.

85 Les règles de ponctuation visées au ch. 84 s'appliquent également lorsque l'énoncé d'une subdivision forme une phrase indépendante; celle-ci commence toujours par une minuscule. La version allemande obéit à d'autres règles.

86 Une énumération peut être cumulative ou alternative; le «panachage» n'est pas autorisé. Le caractère cumulatif ou alternatif de l'énumération doit si possible ressortir de la phrase introductive: si celle-ci n'est pas suffisamment claire, on pourra par exemple ajouter «et» ou «ou», *précédé d'une virgule en français*, après l'avant-dernier membre de l'énumération. Si l'énumération est *cumulative*, on pensera à des formules du type «dans les cas suivants» ou «si les conditions suivantes sont réunies». Si l'énumération est *alternative*, on pensera à des formules du type «dans un des cas suivants» ou «... doivent remplir l'une des conditions suivantes». Les trois langues officielles peuvent recourir à des moyens différents pour exprimer le caractère cumulatif ou alternatif de l'énumération.

87 Exemple (ch. 83 à 86):

² L'assuré a droit aux indemnités suivantes:

- 400 indemnités journalières au plus s'il justifie d'une période de cotisation de douze mois au total;
- 520 indemnités journalières au plus à partir de 55 ans s'il justifie d'une période de cotisation minimale de 18 mois;
- 520 indemnités journalières au plus:
 - s'il touche une rente de l'assurance-invalidité ou de l'assurance-accidents obligatoire, ou s'il en a demandé une et que sa demande ne semble pas vouée à l'échec, et
 - s'il justifie d'une période de cotisation minimale de 18 mois.

→ [*RO 2003 1728](#), art. 27

88 On évitera de compléter les membres des énumérations *qui ne forment pas des phrases indépendantes* par des phrases complètes qui interrompent l'énumération. Lorsque l'ajout d'une phrase complète est absolument indispensable, on l'introduit après un point-virgule et on termine la phrase par le signe de ponctuation qui convient à la subdivision.

Exemple:

³ Dans les 20 jours à compter de la réception de la déclaration d'appel, ces parties peuvent, par écrit:

- présenter une demande de non-entrée en matière; la demande doit être motivée;

...

→ [RO 2010 1881](#), art. 400

Lorsque les membres d'énumérations *qui forment des phrases indépendantes* sont complétés par des phrases complètes, celles-ci sont également introduites après un point-virgule.

² Elle respecte à cet égard les principes suivants:

...

- c. l'employeur assure ses salariés auprès d'une institution de prévoyance; au besoin, la Confédération lui donne la possibilité d'assurer ses salariés auprès d'une institution de prévoyance fédérale;

...

→ [*RO 1999 2556](#), art. 113

- 89 Les tableaux ne comportent en principe pas de signes de ponctuation.
- 90 On ne continue pas la phrase introductive après une énumération. On n'écrit pas non plus d'autres phrases dans cet article après l'énumération. Au besoin, on crée un ou plusieurs alinéas supplémentaires.
- 91* Dans le code pénal (depuis quelques années) et dans le droit pénal accessoire, les *infractions* passibles d'une même peine sont citées à l'aide de *lettres* (puis, le cas échéant, de chiffres), et non plus à l'aide de chiffres et de paragraphes non numérotés. La peine encourue (peine privative de liberté, peine pécuniaire, amende) est en règle générale annoncée avant les infractions.

Exemple:

Art. 86a Infractions aux dispositions sur la construction et l'exploitation

Est puni d'une peine privative de liberté de trois ans au plus ou d'une peine pécuniaire quiconque, intentionnellement ou par négligence:

- a. exécute ou fait exécuter un projet de construction sans l'approbation des plans prescrite par l'art. 18 ou au mépris des conditions, charges ou prescriptions résultant de ladite procédure;
- b. met ou fait mettre en exploitation une installation sans l'autorisation d'exploiter prescrite par l'art. 18^w ou au mépris des conditions, charges ou prescriptions de ladite autorisation;

...

→ [RO 2009 5597](#)

* Chiffre modifié par décision du 26 avril 2018 du groupe de suivi des DTL.

1.5.2.3.6 Phrases

- 92 Le nombre de phrases doit être identique d'une langue à l'autre pour que les citations et les renvois soient les mêmes dans toutes les langues. Est considérée comme une phrase toute proposition se terminant par un point; les propositions se terminant par un point-virgule ou par un deux-points ne sont pas considérées comme telles.

Si le style ou la syntaxe demandent un autre découpage, on séparera les propositions par une virgule ou un point-virgule, par exemple, sans faire obligatoirement la même chose dans les autres langues.

Exemples:

Art. 3 Cantons

Les cantons sont souverains en tant que leur souveraineté n'est pas limitée par la Constitution fédérale et exercent tous les droits qui ne sont pas délégués à la Confédération.

Art. 3 Federalismo

I Cantoni sono sovrani per quanto la loro sovranità non sia limitata dalla Costituzione federale ed esercitano tutti i diritti non delegati alla Confederazione.

Art. 3 Kantone

Die Kantone sind souverän, soweit ihre Souveränität nicht durch die Bundesverfassung beschränkt ist; sie üben alle Rechte aus, die nicht dem Bund übertragen sind.

→ [RO 1999 2556](#)

1.5.3 Renvois

- 240 Lorsque la plupart des dispositions d'une ordonnance peuvent être clairement rattachées à une ou plusieurs dispositions de l'acte sur lequel elle repose, il peut être utile de renvoyer dans le titre de l'article ou de la section aux dispositions de l'acte supérieur. On les mentionnera alors en dessous du titre, entre parenthèses.

Exemple:

Le Conseil fédéral suisse,

vu l'art. 40 de la loi fédérale du 13 mars 1964 sur le travail (LTr)¹,

arrête:

Section 1 Dispositions générales

Art. 1 Objet

(art. 29, al. 1 et 2, LTr)

...

Section 5 Certificat médical

(art. 29, al. 4, LTr)

¹ RS 822.115

→ [RO 2007 4959](#)

1.5.3.1 Généralités

- 96 Pour la question des renvois de manière générale et pour la distinction entre renvoi statique et renvoi dynamique et les types de renvois autorisés en particulier, cf. [Guide de législation](#), ch. 739 à 761.
- 97 Les renvois seront effectués de manière très précise; ainsi, on écrira «les art. 37 à 41» ou «la

section 4 (art. 37 à 41)» plutôt que «les art. 37 et suivants».

98* Les renvois seront présentés comme suit**:

- Les mots «article», «alinéa», «paragraphe», «lettre» et «chiffre» s'abrègent *dans tous les cas* en «art.», «al.», «par.», «let.» et «ch.»***.
- Les différentes subdivisions sont séparées par des virgules (ex.: «art. 41, al. 1, let. c à e, Cst.»); si on renvoie à un article entier, il n'y a pas de virgule (ex.: «art. 41 Cst.»). On ne répète pas le nom des unités de subdivisions si elles sont claires (ex.: «art. 41, al. 1, let. c à e, et 2, Cst.», «art. 160, al. 1, Cst. et 107 LParl», mais «art. 3, al. 3, let. a, et art. 4 LAMal»).
- Les niveaux de subdivision numérotés sont cités tels qu'ils figurent dans l'acte (ex.: «chapitre 3», «section 1b», «art. 54a», «al. 2 et 2^{bis}», «let. j»). Lorsque le numéro d'une subdivision est écrit en toutes lettres dans un acte, on le citera également ainsi (ex.: «les dispositions visées au livre troisième, première partie, titre dix-septième, CC»).
- Les unités de subdivision non numérotées dans l'acte sont désignées par un nombre ordinal abrégé (ex.: «al. 2, **1^{re} phrase**», «al. 2, let. c, ch. 3, **3^e tiret**»).
- En général, on citera les dispositions en partant de l'unité de subdivision la plus élevée (ex.: «annexe 2, ch. 4.8», et non «ch. 4.8 de l'annexe 2»).
- En cas de renvoi au droit étranger, notamment au droit de l'UE, ou de renvoi au droit international, on reprendra la dénomination des unités de subdivision qui est utilisée dans l'acte en question ou qui est usuelle au sein de l'organisation ou dans le domaine en question (pour l'UE, cf. ch. 2.7 du code de rédaction interinstitutionnel****). On présentera toutefois le renvoi selon les règles qui précèdent, notamment en ce qui concerne l'abréviation des unités de subdivision et l'emploi des virgules.

* Chiffre modifié par décision du 25 oct. 2021 du groupe de suivi des DTL.

** Les versions allemande et italienne obéissent en partie à d'autres règles.

*** Dans les parenthèses et les notes de bas de page, on abrège au surplus les mots «livre» («liv.»), «partie» («part.»), «titre» («tit.») et «chapitre» («chap.») lorsqu'ils désignent les subdivisions d'un acte. Dans les annonces des actes modificateurs, on abrège également le mot «chapitre» («chap.»).

**** <https://publications.europa.eu/code>

99 On pourra aussi placer entre parenthèses des renvois à une disposition qui servent uniquement à accroître la lisibilité du texte, par exemple lorsqu'un terme est défini ailleurs dans l'acte ou dans un autre acte.

Exemple:

<p>¹ Sont imprescriptibles:</p> <ul style="list-style-type: none"> a. le génocide (art. 264); b. les crimes contre l'humanité (art. 264a, al. 1 et 2); ...
--

→ [RO 2010 4963](#), art. 101

1.5.3.2 Renvois à l'intérieur d'un acte

- 100 Lorsque, dans un acte, on renvoie à d'autres dispositions de l'acte, on ne spécifiera pas «de la présente loi» ou «de la présente ordonnance». De même, on ne précisera pas «de la présente section», «du présent article», «du présent alinéa», etc.

Exemples:

... les art. 15 à 18 sont applicables ...
... est régi par la section 5 ...
... les personnes visées à l'al. 1 ...

Exception: dans les cas où un autre acte est cité dans le même passage, il peut être nécessaire de le spécifier.

- 101 Si on se réfère à l'acte tout entier, on écrira «la présente loi» ou «la présente ordonnance». Exemples: «Sauf disposition contraire de la présente loi ...» ou «La présente ordonnance s'applique à ...».

1.5.3.3 Renvoi à d'autres actes publiés au RO ou au RS

- 102 Pour le renvoi aux accords d'association à Schengen/Dublin, cf. ch. 367 et ss.

1.5.3.3.1 Règles générales

- 103 Lorsque, dans un acte, on renvoie à un autre acte ou à une disposition d'un autre acte, on citera celui-ci avec sa date et, en note de bas de page, sa référence au RS.

Exemple de renvoi à une ordonnance du Conseil fédéral:

² Les indemnités versées par la Confédération pour les mesures prévues aux art. 4, 8, 10 et 11 sont régies par les art. 18 et 19 de l'ordonnance du 16 janvier 1991 sur la protection de la nature et du paysage (OPN)⁴.

⁴ RS 451.1

→ [RO 2010 283](#), art. 14

Exemple de renvoi à une ordonnance d'un département:

³ La construction d'aéronefs et de leurs moteurs, hélices, pièces et équipements est régie par l'ordonnance du DETEC du 5 février 1988 sur les entreprises de construction d'aéronefs (OECA)⁷.

⁷ RS 748.127.5

[RO 2008 3629](#), art. 4

Exemple de renvoi à un traité international:

Art. 3 Définitions

On entend par:

...

- e. *valeur en douane*: la valeur déterminée conformément à l'Accord du 15 avril 1994 sur la mise en œuvre de l'art. VII de l'accord général sur les tarifs douaniers et le commerce de 1994 (accord sur la valeur en douane de l'OMC)⁷;

...

⁷ RS 0.632.20, annexe 1A.9

→ [*RO 2011 1415](#)

- 104 La date se place juste après la dénomination du type d'acte; l'appel de la note de bas de page du renvoi au RS se place pour sa part à la fin du libellé de l'acte (le cas échéant, après le sigle ou le titre court). Les versions allemande et italienne obéissent à d'autres règles.

S'il faut renvoyer tant à une modification déterminée qu'à l'acte lui-même, on placera la note du renvoi à la modification de l'acte juste après la date de cette modification.

Exemples:

... conformément à l'art. 5 de l'ordonnance de l'Assemblée fédérale du 3 octobre 2003 sur la Commission de rédaction¹,

... conformément à l'art. 7a de la loi du 21 mars 1997 sur l'organisation du gouvernement et de l'administration (LOGA)²,

... conformément à l'annexe, ch. 3, de l'Accord du 21 juin 1999 entre la Confédération suisse et la Communauté européenne sur le transport aérien (accord sur le transport aérien Suisse-CE)³,

... conformément à l'art. 212, al. 2, let. a, CPP⁴,

... conformément au ch. III de la modification du 16 décembre 2005⁵ de la loi fédérale du 18 mars 1994 sur l'assurance-maladie⁶,

... conformément au Protocole additionnel du 24 janvier 2002⁷ à la Convention du 4 avril 1997 sur les Droits de l'Homme et la biomédecine relatif à la transplantation d'organes et de tissus d'origine humaine⁸,

¹ RS 171.105

² RS 172.010

³ RS 0.748.127.192.68

⁴ RS 312.0

⁵ RO 2006 4823

⁶ RS 832.10

⁷ RS 0.810.22

⁸ RS 0.810.2

- 105 Si l'acte auquel on se réfère a un titre court, c'est toujours lui qu'on citera.

Exemple:

... les dispositions de la loi du 13 décembre 2002 sur le Parlement¹ sont applicables.

¹ RS 171.10

1.5.3.3.2 Exceptions

1.5.3.3.2.1 Exception 1: actes cités sans date

106 Les actes ci-après sont cités sans date comme suit:

RS 101	la Constitution	(Cst.)
RS 210	le code civil	(CC)
RS 220	le code des obligations	(CO)
RS 272	le code de procédure civile	(CPC)
RS 311.0	le code pénal	(CP)
RS 312.0	le code de procédure pénale	(CPP)

Pour la mention du sigle, cf. ch. 107.

1.5.3.3.2.2 Exception 2: renvois au moyen du sigle ou d'un titre court non officiel

107 Si un acte est cité plusieurs fois, on peut introduire son sigle entre parenthèses à la première occurrence, en suivant les règles définies aux ch. 35 et 36. Pour un traité international, on peut aussi introduire un titre court utilisé fréquemment mais non officiel. C'est ce sigle ou ce titre court qu'on utilisera dans le reste de l'acte; on donnera à chaque fois la référence au RS, mais on n'indiquera plus la date.

Remarque: pour les actes de droit suisse, seuls les titres courts officiels sont admis (cf. ch. 105).

1.5.3.3.2.3 Exception 3: renvois à un acte cité dans le préambule

108 Si un acte apparaît dans le préambule, il est cité sans référence au RS dans le reste de l'acte.

1.5.3.3.2.4 Exception 4: plusieurs renvois dans un même article ou une même annexe

109 On ne répétera pas la référence ni la date d'un acte à l'intérieur d'un même article. On pourra en outre renoncer à répéter la référence et la date à l'intérieur d'une même annexe (les annexes qui modifient d'autres actes obéissent à des règles différentes; cf. ch. 307 et 314).

1.5.3.3.2.5 Exception 5: mention de la référence à la FF

110 Pour les actes qui ne sont pas encore en vigueur, on mentionnera dans la note de bas de page, en plus de la référence au RS, la référence au RO. Si un acte est soumis ou sujet au référendum et qu'il n'est pas encore publié au RO, on mentionnera la référence au texte publié dans la FF qui indique le délai référendaire.

Exemples (ch. 107 à 110):

Art. 7 Indemnité des membres du Conseil de l'Institut
 Le Conseil fédéral fixe les indemnités des membres du Conseil de l'Institut. L'art. 6a de la loi du 24 mars 2000 sur le personnel de la Confédération (LPers)⁴ est applicable.
 ...
Art. 12 Droit du personnel
¹ La direction et le reste du personnel sont soumis à la LPers⁶.
² L'Institut est réputé employeur au sens de l'art. 3, al. 2, LPers.
⁴ RS 172.220.1
⁶ RS 172.220.1

→ [RO 2011 6515](#)

Le Conseil fédéral suisse,
 vu ...
 en exécution de la Convention du 28 mai 1999 pour l'unification de certaines règles relatives au transport aérien international (convention de Montréal)²,
arrête:
 ...
Art. 1 Champ d'application
¹ Pour autant que la convention de Montréal ne soit pas applicable, la présente ordonnance s'applique à tout transport interne ou international de personnes, de bagages ou de marchandises effectué par aéronef...
² RS 0.748.411

→ [*RO 2005 4243](#)

1.5.3.4 Pas de renvois à des actes de rang inférieur

- 111 On ne doit pas trouver de renvois à des actes qui ont été édictés par des autorités de rang inférieur: une loi ne peut renvoyer à une ordonnance du Conseil fédéral, ni une ordonnance du Conseil fédéral à une ordonnance d'un département. On optera au besoin pour un renvoi indirect, par exemple en renvoyant à une norme de délégation figurant ailleurs dans le texte (ex.: «Les conditions fixées par le DFE en vertu de l'art. ...»). Si le renvoi vise en fait à déléguer des compétences à un autre organe, on recourra à une disposition instituant une délégation (ex.: «L'OFSP fixe les conditions ...»).

1.5.3.5 Renvoi à un domaine législatif

- 112 Quand on écrit «la loi [fédérale] du ... sur ...», on se réfère uniquement à la loi en question. En revanche, quand on écrit «la législation fédérale sur ...», on se réfère non seulement à la loi, mais aussi aux ordonnances. En pareil cas, on pourra indiquer dans une note de bas de page la référence au RS des actes concernés.

1.5.3.6 Renvoi à un texte ne figurant ni dans le RO ni dans le RS

- 113 Pour le renvoi au droit de l'UE, cf. ch. 124 à 151.
- 114 Pour les textes qui ne sont publiés ni au RO ni au RS mais qui sont publiés dans la FF, on renverra à la page de cette publication.

1.5.3.7 Manière de citer l'acte et d'indiquer sa référence

- 115 Lorsque, dans un acte, on renvoie à un texte qui n'a fait l'objet d'aucune publication officielle ni par la Confédération (RO/RS/FF) ni par l'UE (Journal officiel de l'UE), tel qu'une décision d'une organisation internationale ou les normes techniques d'un organisme de normalisation, on indiquera de manière aussi complète que possible le titre, la date, la version, l'auteur et la référence du document.

On citera les normes techniques comme suit: numéro de référence de la norme (précédé du sigle des collections concernées), année de publication (pour autant que le renvoi puisse être statique), titre de la norme. Pour savoir si une norme internationale (ISO, CEI, ETSI) a été intégrée dans la collection des normes suisses (SN), on consultera l'Association suisse de normalisation.

Exemple: SN EN ISO/CEI 17025, 2005, Prescriptions générales concernant la compétence des laboratoires d'étalonnages et d'essais

- 116 Dans la note de bas de page, on mentionnera dans la mesure du possible les indications visées à l'[art. 14, al. 3, OPubl](#), dans l'ordre suivant:
- l'adresse Internet à laquelle le texte peut être consulté;
 - l'adresse exacte à laquelle le texte peut être obtenu (adresse postale, adresse électronique ou adresse Internet);
 - le service auprès duquel le texte peut être consulté gratuitement.
- 117 On indiquera en priorité l'adresse d'autorités ou d'organismes suisses. On mentionnera le nom complet du service concerné (et non seulement son sigle ou son adresse Internet). On ne mentionnera ni numéros de téléphone, ni adresses électroniques personnelles, ni heures d'ouverture; on pourra par contre mentionner une adresse électronique stable et non personnelle (ex.: [«info@xxx.admin.ch»](mailto:info@xxx.admin.ch)). On précisera en outre si la consultation sur Internet et la commande du document sont gratuites ou payantes.
- 118 Pour les adresses Internet, on indiquera en règle générale non l'adresse URL de la page concernée, mais l'adresse de base du site, suivie du chemin d'accès à travers les menus (ex.: «www.ofcl.admin.ch > X > Y > Z»). Si on renvoie à une page Internet figurant sur le site d'une unité extérieure à l'administration fédérale et que la structure de ce site change fréquemment, on n'indiquera que l'adresse de base du site.
- 119 On utilisera les formules ci-après:
- «... peut être consulté gratuitement / contre paiement sur le site de ... [*nom complet du service*] à l'adresse suivante:»
- Exemple:* «Le plan national d'attribution des fréquences peut être consulté gratuitement sur le site de l'Office fédéral de la communication à l'adresse suivante: www.ofcom.admin.ch > Thèmes > Fréquences et antennes > Plan national d'attribution des fréquences.»
- «... peut être obtenu gratuitement / contre paiement auprès de ... [*nom complet et adresse*]

postale, adresse Internet ou adresse électronique]»

Exemple: «Le plan national d'attribution des fréquences peut être obtenu contre paiement auprès de l'Office fédéral de la communication, case postale 332, 2501 Bienne.»

- «... peut être consulté gratuitement auprès de ... [nom complet et adresse]»

Exemple: «Le plan national d'attribution des fréquences peut être consulté gratuitement auprès de l'Office fédéral de la communication, rue de l'Avenir 44, 2501 Bienne.»

On formera si possible une seule phrase, en combinant les formules dans l'ordre indiqué ci-dessus.

- 120* Si on renvoie à une norme technique qui peut être consultée ou obtenue auprès de l'Association suisse de normalisation, on utilisera la formule suivante (cf. lettre du 27 mars 2013 de l'Association suisse de normalisation, [FF 2013 2742](#)):

«La norme peut être consultée gratuitement ou obtenue contre paiement auprès de l'Association suisse de normalisation, Sulzerallee 70, 8404 Winterthur; [www.snv.ch](#).»

* Chiffre modifié par décision du 16 nov. 2017 du groupe de suivi des DTL.

- 121 On ne répétera pas la référence à l'intérieur d'un même *article*. On pourra en outre renoncer à répéter la référence à l'intérieur d'une même *annexe*. Dans les autres cas, il faudra soit répéter chaque fois la référence complète (dans une note de bas de page), soit renvoyer chaque fois par une note de bas de page à la première note qui comprend la référence complète (ex.: «Cf. note de bas de page relative à l'art. 5, al. 2, let. c.»).

1.5.3.8 Renvoi à des normes techniques ou à des normes similaires

- 122 Les formules usuelles sont les suivantes:

Art. 4 Exigences essentielles en matière de santé et de sécurité

¹ Le Conseil fédéral fixe les exigences essentielles en matière de santé et de sécurité.

² Il tient compte à cet effet du droit international pertinent.

Art. 5 Conformité aux exigences essentielles en matière de santé et de sécurité

¹ Quiconque met un produit sur le marché doit être en mesure d'apporter la preuve qu'il est conforme aux exigences essentielles en matière de santé et de sécurité. La preuve de la conformité est régie par les art. 17 et 18 de la loi fédérale du 6 octobre 1995 sur les entraves techniques au commerce³.

² Un produit fabriqué conformément aux normes techniques visées à l'art. 6 est présumé satisfaire aux exigences essentielles en matière de santé et de sécurité.

³ Quiconque met sur le marché un produit qui ne satisfait pas aux normes techniques visées à l'art. 6 doit être en mesure d'apporter la preuve qu'il satisfait d'une autre manière aux exigences essentielles en matière de santé et de sécurité.

⁴ Lorsqu'aucune exigence essentielle en matière de santé et de sécurité n'a été fixée, la preuve doit pouvoir être apportée que le produit a été fabriqué conformément à l'état des connaissances et de la technique.

Art. 6 Normes techniques

¹ L'office compétent désigne, en accord avec le Secrétariat d'État à l'économie (SECO), les normes techniques permettant de satisfaire aux exigences essentielles en matière de santé et de sécurité visées à l'art. 4.

² Dans la mesure du possible, il se réfère à des normes internationales harmonisées.

³ Il publie les normes techniques dans la Feuille fédérale avec leur titre et leur référence.

⁴ Il peut charger des organismes suisses de normalisation indépendants d'élaborer des normes techniques.

³ RS 946.51

→ [*RO 2010 2573](#)

123 Autres exemples:

- [RO 2006 5753](#), art. 4, en relation avec [RO 2007 39](#), art. 5, 9 et 11, al. 2; cf. également [RO 2011 1077](#) (en particulier art. 4 et annexe 1)
- [RO 2009 6243](#), art. 4 et 5 (cf. [FF 2011 2392](#))
- [RO 2003 4487](#), art. 15, en relation avec [RO 2003 4515](#), art. 8, et [RO 2006 2309](#), art. 2 et 13
- RO 1995 1469 ([RS 817.0](#)), art. 38, en relation avec [RO 2005 5451](#) (normes de délégation) et [RO 2005 6487](#)

1.5.3.9 Règles particulières applicables au renvoi au droit de l'UE

1.5.3.9.1 Remarques générales

124* On trouvera des informations utiles concernant les aspects formels de la reprise du droit de l'UE sur [le site Internet de la Chancellerie fédérale](#). Le [portail EUR-Lex](#), qui constitue le site d'accès au droit de l'UE, contient également des informations utiles d'ordre général, par exemple sur les organes et les institutions de l'UE.

* Chiffre modifié par décision du 18 mai 2017 du groupe de suivi des DTL.

125 Tout acte de l'UE est doté d'un numéro, composé de l'année, du numéro d'ordre et du sigle ou de l'acronyme désignant le traité fondateur, ou la partie de ce traité, en application desquels l'acte a été adopté. Le sigle est «UE», «CE» ou «CEE» («CE» a été utilisé jusqu'au 30 novembre 2009, «CEE» jusqu'en 1993 environ); on trouve parfois aussi d'autres acronymes tels que «JAI» (Justice et affaires intérieures) pour les actes qui ont été adoptés en vertu du titre VI du traité sur l'Union européenne dans sa version antérieure au traité de Lisbonne. L'ordre des trois éléments du numéro de l'acte peut varier. Si le numéro d'ordre précède l'année, il sera précédé de l'abréviation «n°». Jusqu'au 31 décembre 1998, la mention de l'année comportait uniquement les deux derniers chiffres (par ex. «93» pour 1993); depuis le 1^{er} janvier 1999, l'année s'écrit avec quatre chiffres (par ex. «2006»).

189 Pour les règles particulières relatives aux accords des dispositifs de Schengen et de Dublin, cf. ch. 367 .

1.5.3.9.2 Présentation des renvois

1.5.3.9.2.1 Titre des actes de l'UE

- 126 Il faut veiller à reprendre intégralement le titre de l'acte de l'UE auquel il est renvoyé, sans oublier les indications telles que «... (refonte)» ou «... (version codifiée)» ou encore le titre court officiel [ex.: «... (règlement sur la fourniture de services)»], qui font partie intégrante du titre. Par contre, on ne reprendra pas l'indication «Texte présentant de l'intérêt pour l'EEE», souvent mentionnée entre parenthèses dans l'intitulé des actes UE.

Exemple:

Directive 2009/45/CE du Parlement européen et du Conseil du 6 mai 2009 établissant des règles et normes de sécurité pour les navires à passagers (refonte), JO L 163 du 25.6.2009, p. 1.

1.5.3.9.2.2 Citation de l'acte de l'UE en partie dans le corps de l'article et en partie dans la note de bas de page

- 127 Dans le corps de l'article, l'acte de l'UE auquel il est renvoyé sera désigné par un titre abrégé (type d'acte et numéro). Tous les autres éléments (titre complet de l'acte, référence au Journal officiel de l'UE [JO], actes modificateurs lorsqu'il en existe) seront mentionnés dans la note de bas de page.

- 128 Pour la directive et le règlement, qui constituent les deux types d'actes de l'UE les plus fréquents, le titre de l'acte (forme abrégée) sera présenté comme suit dans le corps de l'article:

directives: type de l'acte («directive», «directive d'exécution», «directive déléguée»), numéro (composé de l'année, du numéro d'ordre et du sigle «UE», «CE» ou «CEE»)

Exemples:

- directive 2009/160/UE
- directive 2004/43/CE
- directive d'exécution 2011/60/UE

règlements: type de l'acte («règlement», «règlement d'exécution» ou «règlement délégué»), numéro [composé du sigle «(UE)», «(CE)» ou «(CEE)» entre parenthèses, de l'abréviation «n°», du numéro d'ordre et de l'année]

Exemples:

- règlement (UE) n° 1198/2009
- règlement (CE) n° 1408/71
- règlement délégué (UE) n° 1062/2010

La citation sous une forme abrégée d'autres types d'actes de l'UE, tels que les décisions et d'autres documents de la Commission européenne, obéit aux mêmes règles. La manière dont le titre de l'acte est mentionné dans le Journal officiel de l'UE est déterminante.

Exemples:

- décision 2009/911/UE
- décision n° 1639/2006/CE

- décision 2009/371/JAI
- décision d'exécution 2012/461/UE
- recommandation C (2008) 2976 final

En français, le nom des actes de l'UE («directive», «règlement», «décision», etc.) s'écrit avec une minuscule, que le titre de l'acte de l'UE soit cité sous une forme abrégée ou sous sa forme complète. Par contre, le titre des accords ou des conventions entre la Suisse et l'UE prend une majuscule lorsqu'il est cité sous sa forme complète. Les versions allemande et italienne obéissent à des règles différentes.

- 129 Le titre complet de l'acte de l'UE et tous les autres éléments seront mentionnés dans la note de bas de page. Pour la présentation des notes de bas de page, cf. ch. 147 à 149.

Exemple:

Sont réputées persistantes, bioaccumulables et toxiques (PBT) les substances qui remplissent les critères définis dans l'annexe XIII, ch. 1, du règlement (CE) n° 1907/2006³³.

³³ Règlement (CE) n° 1907/2006 du Parlement européen et du Conseil du 18 décembre 2006 concernant l'enregistrement, l'évaluation et l'autorisation des substances chimiques, ainsi que les restrictions applicables à ces substances (REACH), instituant une agence européenne des produits chimiques, modifiant la directive 1999/45/CE et abrogeant le règlement (CEE) n° 793/93 du Conseil et le règlement (CE) n° 1488/94 de la Commission ainsi que la directive 76/769/CEE du Conseil et les directives 91/155/CEE, 93/67/CEE, 93/105/CE et 2000/21/CE de la Commission, JO L 396 du 30.12.2006, p. 1; modifié en dernier lieu par le règlement (CE) n° 1354/2007, JO L 304 du 22.11.2007, p. 1.

→ [*RO 2010 5223](#), art. 6a, ch. 1

- 130 Le titre de l'acte de l'UE est cité sous sa forme complète dans les tableaux et les listes, notamment dans les listes d'actes de l'UE établies en annexe à un acte de droit suisse. L'acte de l'UE peut être exceptionnellement cité sous son titre complet dans le corps de l'acte si ce titre est court et que la norme qui renvoie à cet acte est claire et lisible dans les trois langues.

- 131 Lorsque l'acte de l'UE auquel il est renvoyé est désigné par son titre complet, ce titre se présentera comme suit:

directives: type de l'acte («directive», «directive déléguée» ou «directive d'exécution»), numéro (composé de l'année, du numéro d'ordre et du sigle «UE», «CE» ou «CEE»), institution qui l'a édicté, date d'adoption, indication de l'objet

Exemples:

- directive 2012/27/UE du Parlement européen et du Conseil du 25 octobre 2012 relative à ...
- directive 2004/43/CE de la Commission du 13 avril 2004 modifiant ...
- directive d'exécution 2011/60/UE de la Commission du 23 mai 2011 modifiant ...

règlements: type de l'acte («règlement», «règlement d'exécution» ou «règlement délégué»), numéro (composé du sigle «UE», «CE» ou «CEE», de l'abréviation «n°», du numéro d'ordre et de l'année), institution qui l'a édicté, date d'adoption, indication de l'objet

Exemples:

- règlement (UE) n° 1198/2009 de la Commission du 8 décembre 2009 établissant ...
- règlement (CE) n° 1408/71 du Conseil, du 14 juin 1971, relatif à ...
- règlement délégué (UE) n° 1062/2010 de la Commission du 28 septembre 2010 complétant ...

Remarque : Les règles de ponctuation ne sont pas toujours appliquées de manière cohérente dans les titres des actes (la date est parfois encadrée par des virgules, par ex.). On suivra dans tous les cas la ponctuation utilisée dans l'acte publié au Journal officiel de l'UE.

- 132 Outre les éléments mentionnés au ch. 131, on indiquera la référence au Journal officiel de l'UE et, le cas échéant, aux actes modificateurs.

Ces références seront placées:

- directement après les éléments mentionnés au ch. 131, si le titre est cité dans un tableau ou une liste;
- dans une note de bas de page, si le titre est cité dans le corps de l'article.

Exemple: citation du titre de l'acte dans un tableau

Catégorie	Texte législatif de l'UE
5. produits d'origine animale destinés à la consommation humaine	Règlement (CE) n° 854/2004 du Parlement européen et du Conseil du 29 avril 2004 fixant les règles spécifiques d'organisation des contrôles officiels concernant les produits d'origine animale destinés à la consommation humaine, JO L 139 du 30.4.2004, p. 206; modifié en dernier lieu par le règlement d'exécution (UE) n° 739/2011, JO L 196 du 28.7.2011, p. 3.

→ [*RO 2011 3729](#), annexe 1, chap. 2

Exemple: citation du titre de l'acte dans le corps de l'article

<p>² Font exception les produits de la pêche dérivés de mollusques bivalves, d'échinodermes, de tuniciers et de gastéropodes marins, dans la mesure où ils satisfont aux exigences du règlement (CE) n° 853/2004 du Parlement européen et du Conseil du 29 avril 2004 fixant les règles spécifiques d'hygiène applicables aux denrées alimentaires d'origine animale⁵.</p> <p>⁵ JO L 139 du 30.4.2004, p. 55; modifié en dernier lieu par le règlement (CE) n° 219/2009, JO L 87 du 31.3.2009, p. 109.</p>

1.5.3.9.2.3 Acte de l'UE cité plusieurs fois dans un acte de droit suisse

- 133 Si on renvoie plusieurs fois à un acte de l'UE, on le citera sous sa forme abrégée ou sous sa forme complète la première fois que l'acte est mentionné (dans ce dernier cas, on mentionnera la forme abrégée entre parenthèses juste après le titre complet).

L'acte est cité sous sa forme abrégée dans toutes les occurrences suivantes; dans la note de bas de page, on renvoie à la note de la disposition où l'acte de l'UE est cité pour la première fois (ex.: «Cf. note de bas de page relative à l'art. 5, al. 2, let. c.»).

Exemple:

¹ Les denrées alimentaires visées à l'art. 1 ne peuvent être importées en Suisse que si elles sont accompagnées d'une déclaration selon l'annexe I du règlement d'exécution (UE) n° 961/2011³.

³ Cf. note de bas de page relative à l'art. 1a, al. 1.

→ *[RO 2012 455](#), art. 2

134* Lorsque l'acte de l'UE est cité plusieurs fois dans l'acte de droit suisse, la forme abrégée peut être remplacée par le titre court officiel (qui, s'il existe, apparaît dans le titre de l'acte). Les règles à suivre sont les suivantes:

- le titre court mentionné au Journal officiel de l'UE sera complété par le sigle «UE» (par ex. «directive UE sur la sécurité ferroviaire» au lieu de «directive sur la sécurité ferroviaire»¹), afin d'éviter tout risque de confusion avec des actes de droit suisse; en pareil cas, on utilisera toujours le sigle «UE», même si le titre officiel de l'acte comporte le sigle «CE» ou «CEE»;
- le titre court officiel ne sera pas utilisé s'il est trop général; on ne reprendra pas, par exemple, le titre court «règlement instituant une Agence», utilisé pour le règlement (CE) n° 1335/2008², puisqu'il existe dans l'UE de nombreuses agences, régies par autant de règlements;
- afin d'éviter tout risque de confusion, on s'assurera qu'aucun acte de droit suisse ne porte un titre identique ou similaire.

On veillera à annoncer les titres courts utilisés à la section de terminologie de la Chancellerie fédérale (termdat@bk.admin.ch), qui les intégrera à la banque de données [TERMDAT](#).

Pour la note de bas de page, on suivra, dès la deuxième occurrence, la même règle que lorsque l'on cite un acte sous sa forme abrégée (ch. 133, 2^e paragraphe, et ch. 136).

* Chiffre modifié par décision du 29 juin 2015 du groupe de suivi des DTL.

135* On pourra exceptionnellement utiliser un titre court non officiel, qui n'est pas mentionné comme tel dans l'intitulé de l'acte de l'UE, en particulier lorsque l'acte de droit suisse renvoie à plusieurs actes de l'UE et que l'emploi d'un titre court non officiel en lieu et place de l'intitulé avec numéro facilite l'identification de l'acte (par ex. «directive UE sur les ascenseurs» au lieu de «directive 95/16/CE»). Les règles à suivre sont les suivantes:

- le sigle «UE» devra apparaître dans le titre (par ex. «directive UE sur les installations à câble» au lieu de «directive sur les installations à câble»), afin d'éviter tout risque de confusion avec des actes de droit suisse; en pareil cas, on utilisera toujours le sigle «UE», même si le titre officiel de l'acte comporte le sigle «CE» ou «CEE»;
- le titre court retenu devra correspondre à l'objet de l'acte de l'UE auquel il est fait référence;
- afin d'éviter tout risque de confusion, on s'assurera qu'aucun acte de droit suisse ou de la législation de l'UE ne porte un titre identique ou similaire.

On veillera à annoncer le titre court retenu à la section de terminologie de la Chancellerie fédérale (termdat@bk.admin.ch), qui l'intégrera à la banque de données [TERMDAT](#).

Pour la note de bas de page, on suivra, dès la deuxième occurrence, la même règle que

lorsque l'on cite un acte sous sa forme abrégée (ch. 133, 2^e paragraphe, et ch. 136).

* Chiffre modifié par décision du 29 juin 2015 du groupe de suivi des DTL.

- 136 Si l'on a introduit le titre d'un acte de l'UE dans le préambule d'un acte de droit suisse, on renverra sans note de bas de page à l'acte de l'UE dans les occurrences suivantes (cf. ch. 108).

Exemple:

Le Conseil fédéral suisse,
vu l'art. ...,
en exécution de l'Accord du ... entre la Suisse et la Communauté européenne
relatif à ...², notamment la version du règlement (CEE) n° 79/88³ qui lie la Suisse en vertu du ch. 3
de l'annexe de l'accord,
arrête:
...
Art. 4
Les caractéristiques minimales fixées dans l'annexe I, ch. I, let. A, du règlement (CEE) n° 79/88
valent aussi pour ...
² RS 0.999.999.9
³ Règlement (CEE) n° 79/88 de la Commission du 13 janvier 1988 fixant des normes de qualité pour
les laitues, chicorées frisées et scaroles et pour les poivrons ou piments doux.

1.5.3.9.2.4 Acte de l'UE cité plusieurs fois dans un même article

- 137 S'il est renvoyé plusieurs fois à un acte de l'UE dans un même article, le titre de cet acte sera cité sous une forme abrégée dès la deuxième occurrence, que l'acte ait été désigné par son titre complet ou par un titre court la première fois qu'il a été mentionné. On n'introduira une note de bas de page que pour le premier renvoi.

Exemple:

² Si les lots sont entreposés dans une zone franche, un dépôt franc sous douane ou un entrepôt douanier situés dans un État membre de l'Union européenne, l'art. 12 de la directive 97/78/CE du Conseil du 18 décembre 1997 fixant les principes relatifs à l'organisation des contrôles vétérinaires pour les produits en provenance des pays tiers introduits dans l'Union européenne⁸ s'applique.
³ Si les lots sont destinés à un opérateur autorisé domicilié dans l'Union européenne au sens de l'art. 13, al. 1, let. a, de la directive 97/78/CE, les art. 12 et 13 de la directive s'appliquent.
⁸ JO L 24 du 30.1.1998, p. 9; modifiée en dernier lieu par la directive 2006/104/CE, JO L 363 du 20.12.2006, p. 352.

1.5.3.9.3 Renvoi au dispositif Schengen ou au dispositif Dublin dans une ordonnance

1.5.3.9.3.1 Remarques préliminaires

- 367 Il existe, pour chacun des dispositifs (Schengen et Dublin), un accord principal entre la Suisse et l'UE/la CE. Cet accord est souvent désigné par le titre court «accord d'association à Schengen» ou «accord d'association à Dublin», ou par les sigles AAS pour Schengen et AAD pour Dublin (cf. message relatif aux «accords bilatéraux II», [FF 2004 5593 5609](#)).

Les deux dispositifs précités comprennent d'autres accords, qui sont liés juridiquement à l'accord principal. Ces accords sont les suivants:

- un accord avec l'Islande et la Norvège pour Schengen et pour Dublin;
- un accord avec le Danemark pour Schengen;
- un protocole à l'AAD concernant le Danemark;
- un protocole à l'AAS et un protocole à l'AAD concernant l'adhésion du Liechtenstein.

Le dispositif Schengen et le dispositif Dublin sont généralement désignés par les titres courts «accords d'association à Schengen» et «accords d'association à Dublin». On utilise donc le même titre court pour désigner un seul accord du dispositif (au singulier) ou tous les accords du dispositif (au pluriel).

Par conséquent, il faut examiner très précisément dans chaque cas s'il est fait référence au seul accord principal ou à tous les accords du dispositif. Les *règles à suivre en matière de citation* sont les suivantes:

- *Utilisation du titre court* pour désigner l'ensemble du dispositif
Le titre court «accords d'association à Schengen» sera utilisé comme expression générique pour désigner l'ensemble des accords du dispositif Schengen et le titre court «accords d'association à Dublin» pour désigner l'ensemble des accords du dispositif Dublin (pour la présentation du renvoi au dispositif Schengen ou au dispositif Dublin, cf. ch. 368, 369, 370 et 371).
- *Utilisation du sigle* pour désigner l'accord principal du dispositif
Si l'on fait référence uniquement à l'accord principal du dispositif Schengen ou à l'accord principal du dispositif Dublin, on utilisera les sigles AAS pour le premier et AAD pour le second. Le sigle sera mentionné entre parenthèses juste après le titre de l'accord la première fois qu'il est cité (sur la manière de citer l'accord, cf. ch. 374).

1.5.3.9.3.2 Dans le préambule

- 370 On ne renvoie pas aux accords d'association à Schengen ou aux accords d'association à Dublin dans le préambule d'une ordonnance, mais uniquement au droit interne (c'est-à-dire, généralement, à la base légale pertinente).

1.5.3.9.3.3 Dans un article

- 371 Si le titre court «accords d'association à Schengen» ou «accords d'association à Dublin» apparaît *dans un article*, il faut faire le lien avec l'annexe dans un autre alinéa. Il n'y aura pas de note de bas de page.

Exemple:

Art. 1

¹ La présente ordonnance régit l'entrée en Suisse et l'octroi de visas aux étrangers.

² Elle est applicable dans la mesure où les accords d'association à Schengen n'en disposent pas autrement.

³ Les accords d'association à Schengen sont mentionnés à l'annexe 1.

→ [RO 2008 5441](#)

Pour la présentation de l'annexe, cf. ch. 377, 378 et 379.

Si le titre court «accords d'association à Schengen» ou «accords d'association à Dublin» apparaît *dans un autre article* du même acte, on renvoie à l'annexe dans une note de bas de page.

Exemple:

² Il communique aux autorités de la Confédération, des cantons et des communes les statistiques dont elles ont besoin pour accomplir les tâches prescrites par [...] les accords d'association à Schengen¹ et les accords d'association à Dublin².

¹ Les accords d'association à Schengen sont mentionnés à l'annexe 4, ch. 1.

² Les accords d'association à Dublin sont mentionnés à l'annexe 4, ch. 2.

→ [RO 2008 5421](#), ch. I/1, art. 20

1.5.3.9.3.4 Manière de citer chacun des accords du dispositif Schengen ou du dispositif Dublin

372 Les accords Schengen et les accords Dublin doivent être cités conformément aux règles définies aux ch. 96 à 112. Le titre complet de l'accord sera cité dans le corps de l'acte et la référence au RS sera indiquée dans la note de bas de page.

373 Les accords du dispositif Schengen et du dispositif Dublin doivent être cités dans l'ordre et selon les modèles établis au ch. 377 et 378.

374 Pour faire référence à l'accord principal du dispositif Schengen – ou à l'accord principal du dispositif Dublin –, on mentionnera le titre complet de l'accord la première fois qu'il est cité et on indiquera la référence au RS dans une note de bas de page.

S'il est fait référence plusieurs fois au même accord principal, on pourra utiliser le sigle pertinent (AAS ou AAD) dans la suite de l'acte après l'avoir introduit entre parenthèses la première fois que l'accord est cité (cf. ch. 367). La référence au RS sera indiquée dans une note de bas de page.

1.5.3.9.3.5 Présentation de l'annexe

377 Pour les accords d'association à Schengen, les annexes sont présentées selon l'exemple suivant:

Annexe
(art. 4, al. 2^{bis})

Accords d'association à Schengen

Les accords d'association à Schengen comprennent les accords suivants:

- a. Accord du 26 octobre 2004 entre la Confédération suisse, l'Union européenne et la Communauté européenne sur l'association de la Confédération suisse à la mise en œuvre, à l'application et au développement de l'acquis de Schengen (AAS)⁴;
- b. Accord du 26 octobre 2004 sous forme d'échange de lettres entre le Conseil de l'Union européenne et la Confédération suisse concernant les Comités qui assistent la Commission européenne dans l'exercice de ses pouvoirs exécutifs⁵;
- c. Arrangement du 22 septembre 2011 entre l'Union européenne et la République d'Islande, la Principauté de Liechtenstein, le Royaume de Norvège et la Confédération suisse sur la participation de ces États aux travaux des comités qui assistent la Commission européenne dans l'exercice de ses pouvoirs exécutifs dans le domaine de la mise en œuvre, de l'application et du développement de l'acquis de Schengen⁶;
- d. Accord du 17 décembre 2004 entre la Confédération suisse, la République d'Islande et le Royaume de Norvège sur la mise en œuvre, l'application et le développement de l'acquis de Schengen et sur les critères et les mécanismes permettant de déterminer l'État responsable de l'examen d'une demande d'asile introduite en Suisse, en Islande ou en Norvège⁷;
- e. Accord du 28 avril 2005 entre la Confédération suisse et le Royaume de Danemark sur la mise en œuvre, l'application et le développement des parties de l'acquis de Schengen basées sur les dispositions du Titre IV du Traité instituant la Communauté européenne⁸;
- f. Protocole du 28 février 2008 entre la Confédération suisse, l'Union européenne, la Communauté européenne et la Principauté de Liechtenstein sur l'adhésion de la Principauté de Liechtenstein à l'accord entre la Confédération suisse, l'Union européenne et la Communauté européenne sur l'association de la Confédération suisse à la mise en œuvre, à l'application et au développement de l'acquis de Schengen⁹.

⁴ RS 0.362.31
⁵ RS 0.362.1
⁶ RS 0.362.11
⁷ RS 0.362.32
⁸ RS 0.362.33
⁹ RS 0.362.311

378 Pour les accords d'association à Dublin, les annexes sont présentées selon l'exemple suivant:

Annexe 4
(art. 1, al. 2)

Accords d'association à Dublin

Les accords d'association à Dublin comprennent les accords suivants:

- a. Accord du 26 octobre 2004 entre la Confédération suisse et la Communauté européenne

relatif aux critères et aux mécanismes permettant de déterminer l'État responsable de l'examen d'une demande d'asile introduite dans un État membre ou en Suisse (AAD)⁶²;

- b. Accord du 17 décembre 2004 entre la Confédération suisse, la République d'Islande et le Royaume de Norvège sur la mise en œuvre, l'application et le développement de l'acquis de Schengen et sur les critères et les mécanismes permettant de déterminer l'État responsable de l'examen d'une demande d'asile introduite en Suisse, en Islande ou en Norvège⁶³;
- c. Protocole du 28 février 2008 entre la Confédération suisse, la Communauté européenne et la Principauté de Liechtenstein à l'accord entre la Confédération suisse et la Communauté européenne relatif aux critères et mécanismes de détermination de l'État responsable de l'examen d'une demande d'asile présentée dans un État membre ou en Suisse⁶⁴;
- d. Protocole du 28 février 2008 entre la Confédération suisse, la Communauté européenne et la Principauté de Liechtenstein relatif à l'adhésion de la Principauté de Liechtenstein à l'accord entre la Confédération suisse et la Communauté européenne relatif aux critères et mécanismes de détermination de l'État responsable de l'examen d'une demande d'asile présentée dans un État membre ou en Suisse⁶⁵.

⁶² RS 0.142.392.68

⁶³ RS 0.362.32

⁶⁴ RS 0.142.393.141

⁶⁵ RS 0.142.395.141

379 Lorsqu'il est renvoyé à la fois aux accords d'association à Schengen et aux accords d'association à Dublin dans un même acte, les listes mentionnées aux ch. 377 et 378 peuvent être regroupées dans une seule annexe (ex.: [RO 2008 5421 5434](#)).

375 **États participant à Schengen, États participant à Dublin**

Pour désigner l'ensemble des États participant à Schengen, on utilisera la formule suivante:

«États liés par un des accords d'association à Schengen»

Pour désigner l'ensemble des États participant à Dublin, on utilisera la formule suivante:

«États liés par un des accords d'association à Dublin»

376 **Utilisation de la forme courte «État Schengen» ou «État Dublin»**

S'il est fait référence plusieurs fois à l'un des États participant à Schengen – ou à Dublin –, la forme courte «État Schengen» – ou «État Dublin» – sera introduite entre parenthèses (cf. ch. 34 à 36) la première fois qu'il est fait référence à cet État; elle sera utilisée dans la suite de l'acte sans note de bas de page et sans renvoi à l'annexe où figure la liste des accords d'association.

Exemple:

Art. 40, al. 1 et 4

¹ Quiconque veut introduire sur le territoire suisse des armes à feu et les munitions afférentes depuis un État lié par un des accords d'association à Schengen (État Schengen) doit présenter, outre la demande visée à l'art. 39, une carte européenne d'arme à feu.

⁴ Les accords d'association à Schengen sont mentionnés à l'annexe 3.

Art. 41, al. 1

¹ Quiconque, dans le cadre de son activité en qualité d'agent de sécurité accompagnant des transports de valeurs ou de personnes, veut introduire sur le territoire suisse et réexporter des armes à feu et les munitions afférentes depuis un État qui n'est pas un État Schengen n'a besoin que d'une seule autorisation.

Art. 46, al. 1

¹ Quiconque veut exporter provisoirement des armes à feu ou des éléments essentiels d'armes dans le trafic des voyageurs vers un État Schengen, doit déposer une demande d'établissement d'une carte européenne d'arme à feu.

→ [RO 2008 5525](#)

1.5.3.9.4 Technique du renvoi au regard de la dynamique du droit de l'UE (renvoi statique)

138 Les actes de l'UE font l'objet de modifications fréquentes. Lorsqu'on renvoie à un acte de l'UE dans un acte de droit suisse, il faut indiquer très précisément quelles modifications de l'acte de base du droit de l'UE sont prises en compte (renvoi statique). Le *renvoi statique* consiste à renvoyer à une version déterminée de l'acte, datée précisément; le *renvoi dynamique* consiste à renvoyer à l'acte dans sa dernière version en vigueur et inclut donc toutes les modifications à venir. Cf. [Guide de législation](#), ch. 743. Les modifications de cet acte applicables en Suisse seront mentionnées en note de bas de page.

139 Quatre cas peuvent se présenter:

- L'acte de l'UE a été modifié une ou plusieurs fois, ou n'a pas été modifié du tout. Seul l'acte de base est déterminant pour la Suisse (cf. ch. 140).
- L'acte de l'UE a été modifié plusieurs fois. Toutes les modifications, ou toutes les modifications apportées à l'acte jusqu'à une date donnée, sont déterminantes pour la Suisse (cf. ch. 141 et 142).
- L'acte de l'UE a été modifié une ou plusieurs fois. La modification est pertinente pour la Suisse ou seules certaines des modifications sont déterminantes pour la Suisse (cf. ch. 143 et 144).
- L'acte de l'UE a été modifié une ou plusieurs fois ou n'a pas été modifié du tout. La Suisse est liée uniquement par la version citée dans le traité international pertinent conclu avec l'UE (cf. ch. 145).

1.5.3.9.4.1 Section 1 Citation de l'acte de base uniquement

140 Dans la note de bas de page, on indiquera la référence au Journal officiel de l'UE de l'acte auquel il est renvoyé et on ajoutera la mention «version du JO ...» pour souligner que le renvoi a un caractère statique.

Il est indispensable de mentionner «version du JO ...» pour signaler qu'on a affaire à un renvoi statique. Depuis 2008, il n'est plus fait état, dans le corps de l'acte de l'UE, de la dernière modification apportée à cet acte. À l'intérieur de l'UE, tout renvoi à un acte de l'UE fait donc référence, sauf indication contraire, à la dernière version en vigueur et constitue de ce fait un renvoi dynamique. La mention «version du JO ...» vise à éviter que le renvoi à un acte de base de l'UE dans l'acte de droit suisse ne soit compris lui aussi comme un renvoi dynamique.

Exemple: citation du titre de l'acte sous sa forme abrégée

² Si les lots sont entreposés dans une zone franche, un dépôt franc sous douane ou un entrepôt douanier situés dans un État membre de l'Union européenne, l'art. 12 de la directive 97/78/CE⁹ s'applique.

⁹ Directive 97/78/CE du Conseil du 18 décembre 1997 fixant les principes relatifs à l'organisation des contrôles vétérinaires pour les produits en provenance des pays tiers introduits dans l'Union européenne, version du JO L 24 du 30.1.1998, p. 9.

Exemple: citation du titre de l'acte sous sa forme complète

² Si les lots sont entreposés dans une zone franche, un dépôt franc sous douane ou un entrepôt douanier situés dans un État membre de l'Union européenne, l'art. 12 de la directive 97/78/CE du Conseil du 18 décembre 1997 fixant les principes relatifs à l'organisation des contrôles vétérinaires pour les produits en provenance des pays tiers introduits dans l'Union européenne⁹ s'applique.

⁹ Version du JO L 24 du 30.1.1998, p. 9.

1.5.3.9.4.2 Section 2 Citation de la dernière modification déterminante pour la Suisse

- 141 Dans le corps de l'article, on citera l'acte de base. Dans la note de bas de page, après la référence au Journal officiel de l'UE, on fera figurer la mention «modifié(e) en dernier lieu par ...», suivie du titre (sous sa forme abrégée) du dernier acte modificateur déterminant pour la Suisse et de la référence de ce dernier au Journal officiel de l'UE.

Exemple: citation du titre de l'acte sous sa forme abrégée

¹ Sous réserve d'autres dispositions, les contrôles sont effectués en conformité avec les dispositions techniques des chapitres I à V du règlement (CE) n° 882/2004¹⁸.

¹⁸ Règlement (CE) n° 882/2004 du Parlement européen et du Conseil du 29 avril 2004 relatif aux contrôles officiels effectués pour s'assurer de la conformité avec la législation sur les aliments pour animaux et les denrées alimentaires et avec les dispositions relatives à la santé animale et au bien-être des animaux, JO L 165 du 30.4.2004, p. 1; modifié en dernier lieu par le règlement (UE) n° 208/2011, JO L 58 du 3.3.2011, p. 29.

→ [*RO 2011 5409](#), art. 71

Exemple: citation du titre de l'acte sous sa forme complète

Sous réserve d'autres dispositions, les contrôles sont effectués en conformité avec les dispositions techniques des chapitres I à V du règlement (CE) n° 882/2004 du Parlement européen et du Conseil du 29 avril 2004 relatif aux contrôles officiels effectués pour s'assurer de la conformité avec la législation sur les aliments pour animaux et les denrées alimentaires et avec les dispositions relatives à la santé animale et au bien-être des animaux¹⁰.

¹⁰ JO L 165 du 30.4.2004, p. 1; modifié en dernier lieu par le règlement (UE) n° 208/2011, JO L 58 du 3.3.2011, p. 29.

L'expression «modifié(e) en dernier lieu par ...» ne signifie pas, ou ne signifie pas forcément, qu'il s'agit de la dernière modification apportée à l'acte de l'UE. Elle indique que l'on a affaire à la dernière modification de l'acte de l'UE déterminante pour la Suisse et que le renvoi a un caractère statique (cf. note de bas de page relative au ch. 138).

- 142 Lorsqu'il est renvoyé à un acte de l'UE qui a été modifié une seule fois, ou lorsqu'une seule modification de l'acte de l'UE est déterminante pour la Suisse, le renvoi est présenté comme aux ch. 143 et 144 (utilisation de la formule «modifié(e) par ...»).

1.5.3.9.4.3 Section 3 Citation de toutes les modifications déterminantes pour la Suisse

- 143 Dans la note de bas de page, les indications relatives à l'acte de l'UE de base seront suivies de la mention des actes modificateurs déterminants pour la Suisse (citation du titre de ces actes sous leur forme abrégée et de leur référence au Journal officiel de l'UE). Ces actes seront introduits par la formule «modifié(e) par ...».

Exemple: citation du titre de l'acte sous sa forme abrégée³

Le certificat complémentaire requis pour l'importation en Suisse de certains produits d'origine bovine, caprine ou ovine se fonde sur le règlement (CE) n° 999/2001¹¹.

¹¹ Règlement (CE) n° 999/2001 du Parlement européen et du Conseil du 22 mai 2001 fixant les règles pour la prévention, le contrôle et l'éradication de certaines encéphalopathies spongiformes transmissibles, JO L 147 du 31.5.2001, p. 1; modifié par:

- le règlement (CE) n° 1248/2001, JO L 173 du 27.6.2001, p. 12;
- le règlement (CE) n° 270/2002, JO L 45 du 15.2.2002, p. 4.

Exemple: citation du titre de l'acte sous sa forme complète

Le certificat complémentaire requis pour l'importation en Suisse de certains produits d'origine bovine, caprine ou ovine se fonde sur le règlement (CE) n° 999/2001 du Parlement européen et du Conseil du 22 mai 2001 fixant les règles pour la prévention, le contrôle et l'éradication de certaines encéphalopathies spongiformes transmissibles¹¹.

¹¹ JO L 147 du 31.5.2001, p. 1; modifié par

- le règlement (CE) n° 1248/2001, JO L 173 du 27.6.2001, p. 12;
- le règlement (CE) n° 270/2002, JO L 45 du 15.2.2002, p. 4.

- 144 Lorsque l'acte de l'UE a fait l'objet de modifications très nombreuses et que ces dernières ne sont pas toutes déterminantes pour la Suisse, on peut établir la liste des modifications déterminantes en annexe; il faudra naturellement renvoyer à cette annexe dans le corps de l'acte (cf. ch. 69).

1.5.3.9.4.4 Section 4 Citation d'une version de l'acte de l'UE fixée dans un traité international

- 145 La plupart des accords bilatéraux avec l'UE et quelques autres traités internationaux font état des actes de l'UE applicables dans le domaine couvert par cet accord ou ce traité. En pareil cas, il est généralement fait référence au droit de l'UE par un renvoi statique. Le renvoi a pour but soit d'intégrer ces actes à l'accord ou au traité (ex.: Accord du 21 juin 1999 entre la Confédération suisse et la Communauté européenne sur le transport aérien, [RS 0.748.127.192.68](#)), soit de faire obligation à la Suisse d'appliquer des règles équivalentes à celles de l'UE (ex: Accord du 21 juin 1999 entre la Confédération suisse et la Communauté européenne relatif aux échanges de produits agricoles, [RS 0.916.026.81](#) ou Accord du 21 juin 1999 entre la Confédération suisse et la Communauté européenne sur le transport de marchandises et de voyageurs par rail et par route, [RS 0.740.72](#)).

Quelle que soit la forme sous laquelle l'accord bilatéral fait référence à l'acte de l'UE, les actes de droit suisse peuvent renvoyer à la version de l'acte de l'UE qui lie la Suisse non en indiquant sa référence au Journal officiel de l'UE et à la version de cet acte qui est applicable,

mais en précisant la partie de l'accord (par ex. une annexe) où cette version est mentionnée. Ce renvoi peut être formulé de manière dynamique puisque l'accord contient des règles de droit international applicables à la Suisse. Dans l'accord, en revanche, le renvoi doit être formulé de manière statique parce que l'acte auquel on renvoie ne relève pas du droit suisse.

Cette forme de renvoi suppose que l'acte de l'UE soit facile à trouver; il faut par exemple que l'annexe de l'accord bilatéral soit structurée en subdivisions numérotées afin que l'on puisse renvoyer au chiffre sous lequel l'acte de l'UE est cité.

Exemple: mention dans le corps de l'article des versions qui lient la Suisse

² La présente ordonnance s'applique, à moins que l'un des règlements UE ci-après ne soit applicable dans sa version qui lie la Suisse en vertu du ch. 4 de l'annexe de l'Accord du 21 juin 1999 entre la Confédération suisse et la Communauté européenne sur le transport aérien¹²:

- a. règlement (CE) n° 300/2008¹³;
- b. règlement (UE) n° 185/2010¹⁴.

¹² RS 0.748.127.192.68

¹³ Règlement (CE) n° 300/2008 du Parlement européen et du Conseil du 11 mars 2008 relatif à l'instauration de règles communes dans le domaine de la sûreté de l'aviation civile et abrogeant le règlement (CE) n° 2320/2002.

¹⁴ Règlement (UE) n° 185/2010 de la Commission du 4 mars 2010 fixant des mesures détaillées pour la mise en œuvre des normes de base communes dans le domaine de la sûreté de l'aviation civile.

Exemple: mention dans une note de bas de page des versions qui lient la Suisse

¹ Les véhicules des catégories M2, M3, N2 et N3 doivent être équipés d'un dispositif automatique visant à limiter la vitesse selon la directive n° 92/24/CEE²⁶⁶ (...).

²⁶⁶ Directive 92/24/CEE du Conseil, du 31 mars 1992, relative aux dispositifs limiteurs de vitesse ou à des systèmes de limitation de vitesse similaires montés sur certaines catégories de véhicules à moteur, dans la version qui lie la Suisse en vertu de l'annexe 1, section 3, de l'accord sur le transport terrestre (RS 0.740.72).

1.5.3.9.5 Rectificatifs publiés par l'UE

- 146 Les actes publiés par l'UE font régulièrement l'objet de rectificatifs, qui sont publiés dans le Journal officiel de l'UE. Ces rectificatifs sont juridiquement contraignants. Ils ne sont toutefois pas mentionnés dans le droit suisse; dans la plupart des cas, en effet, ils ne portent que sur des problèmes d'ordre linguistique, tels que des divergences entre les langues.

1.5.3.9.6 Remarques complémentaires concernant la présentation des notes de bas de page

- 147* Le titre de l'acte de l'UE sera cité tel qu'il apparaît dans l'intitulé de l'acte publié au Journal officiel de l'UE. On veillera en particulier:
- à écrire le mois en toutes lettres dans la date d'adoption de l'acte de l'UE et à l'écrire en chiffres dans la référence au Journal officiel de l'UE;
 - à respecter scrupuleusement la graphie et la ponctuation utilisées dans le Journal officiel de l'UE.**

Pour la citation des unités de subdivision du droit de l'UE, cf. ch. 98.

* Chiffre modifié par décision du 25 oct. 2021 du groupe de suivi des DTL.

** Les versions allemande et italienne obéissent en partie à d'autres règles de graphie et de ponctuation.

148 Exemples d'erreurs à éviter dans la présentation du renvoi:

Correct	Incorrect
JO	J.O. / JO. / Journal officiel
JO L 106 du ...	JO L n° 106 du ... / JO L N° 106 du ...
JO L 106 du 3.5.2000	JO L 106 du 03.05.2000
	JO L 106 du 03.05.2000
JO L 106 du 3.5.2000, p. 21	JO L 106 du 3.5.2000, p. 21 à 48
	JO L 106 du 3.5.2000, p. 21ss
	JO L 106/21 du 3.5.2000
règlement (CE) n° 1335/2008	Règlement (CE) n° 1335/2008
	règlement (CE) 1335/2008
	règlement (CE) N° 1335/2008
	règlement CE n° 1335/2008
directive 2009/45/CE	Directive 2009/45/CE
	directive n° 2009/45/CE
	directive CE n° 2009/45
modifié(e) en dernier lieu par le règlement ...	modifié(e) en dernier par le règlement ...
directive ... sur ..., JO L ... du ...	directive ... sur ... (JO L ... du ...)

149 La référence au Journal officiel de l'UE est précédée d'une virgule et la mention de l'acte modificateur d'un point-virgule.

Exemple:

¹² Directive 2009/48/CE du Parlement européen et du Conseil du 18 juin 2009 relative à la sécurité des jouets, JO L 170 du 30.6.2009, p. 1; modifiée en dernier lieu par la directive 2012/7/UE, JO L 64 du 3.3.2012, p. 7.

→ [RO 2012 4717](#), art. 2, al. 3

1.5.3.9.7 Pas de mention de l'endroit où l'on peut se procurer l'acte

150 On n'indiquera, pour les actes de l'UE, que la référence au Journal officiel de l'UE; on n'indiquera pas où l'on peut se procurer l'acte.

151 Si la recherche des textes s'en trouve facilitée, on renverra au site Internet de l'office fédéral ou du service concerné (par ex. au site d'information de l'OFSP pour la législation sur les produits chimiques «[www.cheminfo.ch](#)»).

Exemple:

(...); ce texte peut être consulté à l'adresse suivante: [www.cheminfo.ch](#).

1.5.4 Désignation des unités administratives

1.5.4.1 Désignation des unités administratives par leur appellation officielle

152 On désignera les unités administratives de la Confédération par leur appellation officielle telle qu'elle figure dans l'[OLOGA \(annexes 1 et 2\)](#). Pour des raisons de clarté, les désignations générales telles que «l'office fédéral» ne sont pas admises. L'utilisation d'appellations officielles dans les actes de l'Assemblée fédérale ne pose plus problème, car le Conseil fédéral a désormais le droit de déroger à des dispositions légales en matière d'organisation ([art. 8, al. 1, LOGA](#)) et la Chancellerie fédérale peut procéder aux adaptations nécessaires dans le RS sans procédure formelle ([art. 12, al. 2, LPubl](#) et [20, al. 2, OPubl](#); cf. ch. 331).

Exceptions:

- On écrira «l'autorité compétente» lorsque la compétence ne relève pas toujours de la même autorité (ex.: [RO 2011_2561](#), art. 13, al. 2, 20, etc., la répartition des compétences étant réglée aux art. 66 à 72).
- La Confédération étant tenue de respecter l'autonomie des cantons ([art. 47, al. 2, Cst.](#)), on ne mentionnera pas d'autorités cantonales ou communales concrètes dans la législation fédérale. On aura recours à des formules telles que «l'autorité cantonale compétente» ou «l'autorité compétente en vertu du droit cantonal» (ex.: [RO 2012_1929](#), art. 29) ou à des désignations générales telles que «l'office du registre du commerce» (ex.: [RO 2007_4851](#), art. 8, al. 2, et art. 3).

1.5.4.2 Unités administratives d'un rang inférieur à celui de l'office fédéral

153 Les dispositions fixant des compétences qui figurent dans des lois ou des ordonnances du Conseil fédéral mentionnent en général uniquement les noms des offices, mais pas ceux des unités inférieures (divisions, sections ou services). C'est une conséquence de l'[art. 43 LOGA](#), aux termes duquel les chefs de département déterminent eux-mêmes la structure des offices rattachés à leur département et les directeurs la structure détaillée de leur office.

Exception: dans les dispositions qui règlent la protection des données, les unités administratives inférieures qui sont autorisées à traiter des données seront mentionnées nommément.

1.5.4.3 Utilisation des sigles_2

154 Si le nom d'une unité administrative est mentionné plusieurs fois dans un acte, on pourra mentionner entre parenthèses son sigle officiel la première fois qu'il apparaît de manière à ne plus employer par la suite que ce sigle [ex.: «... l'Office fédéral de la culture (OFC) ...»]. Il peut être judicieux de recourir au sigle dès que le nom de l'unité concernée apparaît plus d'une fois dans l'acte. Pour les abréviations en général, cf. ch. 34.

1.6 Section 6 Dispositions finales

1.6.1 Ordre de présentation

- 42 Les dispositions finales sont énoncées dans l'ordre suivant:
- Exécution
 - Abrogation d'autres actes
 - Modification d'autres actes
 - Dispositions transitoires
 - Dispositions de coordination
 - Référendum
 - Entrée en vigueur
 - Durée de validité
- 43 La section (ou l'article) s'intitulera «Dispositions finales». S'il ne faut régler que l'entrée en vigueur de l'acte, l'article s'intitulera «Entrée en vigueur» ou, pour une loi fédérale, «Référendum et entrée en vigueur».

1.6.2 Exécution

- 241 Dans une ordonnance, on mentionnera expressément dans un article intitulé «Exécution» les départements ou les offices qui seront le cas échéant chargés de l'exécuter (cf. ch. 163).

Exemple:

<p>Art. 13 Exécution</p> <p>L'OFAG exécute la présente ordonnance.</p>
--

→ [RO 2012 3431](#)

- 242 Si l'exécution d'une ordonnance nécessite des précisions (par ex. quand plusieurs autorités ou la Confédération et les cantons sont impliqués), on pourra les faire figurer ailleurs que dans les dispositions finales.

Exemple:

<p>Section 7 Exécution</p> <p>Art. 29 Autorités d'exécution</p> <p>¹ La Direction générale des douanes exécute la présente ordonnance, à l'exception des dispositions concernant l'exemption et la répartition du produit de la taxe.</p> <p>² L'OFEV exécute les dispositions concernant l'exemption de la taxe conformément aux art. 4 à 12 et 18, ainsi que les dispositions sur la répartition du produit de la taxe.</p> <p>³ L'Office fédéral de l'énergie et les agences privées qu'il a mandatées en vertu des art. 16 et 18 de la loi du 26 juin 1998 sur l'énergie⁶ soutiennent l'OFEV dans l'application des dispositions sur l'exemption de la taxe, notamment en ce qui concerne l'établissement des valeurs cibles selon les art. 7 et 8 et le suivi selon l'art. 11.</p> <p>⁶ RS 730.0</p>

→ [*RO 2007 2915](#)

1.6.3 Abrogation ou modification d'autres actes (règles communes)

- 44 On parle d'«abrogation d'un autre acte» quand *l'ensemble de l'acte* est abrogé; s'il n'est abrogé qu'*en partie*, on parle de «modification d'un autre acte» (cf. ch. 270). Pour la suspension ou la modification temporaire d'un acte, cf. ch. 279, 280 et 281.
- 45 Les dispositions d'abrogation ou de modification d'autres actes font en général l'objet d'*articles particuliers*, titrés en conséquence.
- 46 Si elles sont courtes et que la lisibilité n'en souffre pas, on peut réunir les dispositions concernées en *un seul article*.

Le titre de l'article sera alors:

Art. ... Abrogation et modification d'autres actes

- 47 La présentation des abrogations et des modifications suit l'*ordre du RS*. On citera d'abord les abrogations, puis les modifications.
- 48 Si les dispositions abrogeant ou modifiant d'autres actes *font ensemble plus d'une page*, on les mentionnera en annexe. Dans ce cas, on renverra dans le corps de l'acte à l'annexe de la manière suivante:
- au moyen d'un article s'il s'agit d'un *nouvel acte*;
 - au moyen d'un chiffre romain s'il s'agit d'un *acte modificateur* (cf. ch. 290).

Dans un nouvel acte, les formules seront:

Art. ... Abrogation et modification d'autres actes L'abrogation et la modification d'autres actes sont réglées dans l'annexe ... / en annexe.

ou

Art. ... Modification d'autres actes La modification d'autres actes est réglée dans l'annexe ... / en annexe.

Dans un acte modificateur, les formules seront:

II L'abrogation et la modification d'autres actes sont réglées dans l'annexe ... / en annexe.
--

ou

II La modification d'autres actes est réglée dans l'annexe ... / en annexe.
--

Pour la présentation des annexes, cf. ch. 93, 94 et 95.

On utilise la formule «en annexe» lorsque l'acte ne compte qu'une seule annexe.

Si un acte comprend des annexes, l'annexe qui règle l'abrogation et la modification d'autres

actes s'insérera après ces annexes et sera numérotée en conséquence (ex.: [RO_2011_2699](#), art. 47 et annexe 8). Attention: dans cet exemple, on trouve encore l'ancienne expression «Abrogation et modification du droit en vigueur».

1.6.4 Abrogation d'autres actes

- 49 L'abrogation d'autres actes est ordonnée expressément, sauf s'il s'agit d'actes de durée limitée puisque leur validité échoit automatiquement (cf. ch. 62, 63 et 64).

Ne sont pas admises les formules générales du type «Toutes les dispositions contraires sont abrogées à l'entrée en vigueur de la présente loi» ou «Est/sont notamment abrogée(s): ...».

On indiquera dans une note de bas de page la référence au RO de l'acte de base et de toutes les modifications encore pertinentes au moment de l'abrogation (ex.: [RO 2009 5203](#), art. 110, note 44). On trouvera ces références dans la liste «Modifications» (et non dans «Chronologie») qui figure dans la version électronique du RS. Pour les actes publiés avant 1948, on indiquera la référence au Recueil systématique des lois et ordonnances de 1848 à 1947 (volume et page; ex.: RS 5 326). On n'indiquera pas la référence au RS, puisque l'acte concerné disparaît de ce recueil une fois qu'il a été abrogé.

On trouvera ces références dans la liste «Modifications» (et non dans «Chronologie») qui figure dans la version électronique du RS.

- 50 On suivra les exemples ci-après:

Art. 64 Abrogation d'un autre acte
La loi du 18 juin 1993 sur le transport de voyageurs¹³ est abrogée.

¹³ RO 1993 3128, 1997 2452, 1998 2859, 2000 2877

→ [*RO 2009 5631](#)

Art. 86 Abrogation d'autres actes
Sont abrogés:

1. l'ordonnance du 29 mai 1996 sur les stupéfiants¹¹;
2. l'ordonnance de Swissmedic du 12 décembre 1996 sur les stupéfiants¹²;
3. l'ordonnance du 29 mai 1996 sur les précurseurs¹³;
4. l'ordonnance de Swissmedic du 8 novembre 1996 sur les précurseurs¹⁴;
5. l'ordonnance du 13 septembre 1930 concernant la police des stupéfiants dans l'armée¹⁵;
6. l'arrêté du Conseil fédéral du 5 juillet 1963 concernant les stupéfiants nécessaires à la Croix-Rouge suisse¹⁶;
7. l'arrêté du Conseil fédéral du 30 décembre 1953 concernant les stupéfiants nécessaires au Comité international de la Croix-Rouge¹⁷.

¹¹ RO 1996 1679, 2001 3133, 2004 4037, 2007 1469, 2008 5577 5583

¹² RO 1997 273, 2001 3146 3147, 2005 4961, 2010 4099

¹³ RO 1996 1705, 2001 3152, 2007 1469

¹⁴ RO 1997 211, 2001 3159 3160, 2005 4839, 2010 1293

¹⁵ RS 5 326

¹⁶ RO 1963 603

¹⁷ RO 1953 1338

→ [*RO 2011 2561](#)

1.6.5 Modification d'autres actes

- 51 Un acte peut modifier d'autres actes si les modifications en question sont uniquement une conséquence de l'acte principal ou qu'il existe un lien causal étroit entre l'acte principal et les autres actes. Seuls les actes de même niveau peuvent être modifiés de la sorte (*principe du parallélisme des formes*). Les exceptions sont exposées aux ch. 272, 273 et 274.
- 52 La formule est alors:

Art. ... Modification d'autres actes

La loi [fédérale] du ... sur ...¹ / L'ordonnance du ... sur ...¹ est modifiée comme suit:

...

¹ RS ...

OU

Art. ... Modification d'autres actes

Les actes mentionnés ci-après sont modifiés comme suit:

1. Loi [fédérale] du ... sur ...¹ / Ordonnance du ... sur ...¹

...

2. Loi [fédérale] du ... sur ...² / Ordonnance du ... sur ...²

...

3. Loi [fédérale] du ... sur ...³ / Ordonnance du ... sur ...³

...

¹ RS ...
² RS ...
³ RS ...

Pour la présentation des dispositions modifiant un acte, cf. ch. 270 à 358.

- 95a Pour la modification d'annexes à un acte qui est modifié en annexe à un autre acte ou par un acte modificateur unique, cf. ch. 300.

1.6.6 Dispositions transitoires

- 53 Les dispositions transitoires régissent le passage de l'ancien droit au nouveau droit et le champ d'application de chacun d'eux. Elles sont destinées à faciliter le passage d'une législation à l'autre; en d'autres termes, elles permettent de résoudre les conflits que peut créer le passage de la loi ancienne à la loi nouvelle en indiquant quelle est la loi applicable dans un cas concret. Elles sont en particulier nécessaires si le nouveau droit n'est pas applicable aux procédures en cours, à certains cas ou pendant un certain temps (cf. [Guide de législation](#), ch. 1025 à 1040).

Les formules du type «Les dispositions abrogées restent applicables à tous les faits survenus

avant l'entrée en vigueur de la présente loi / ordonnance» ou «Le nouveau droit s'applique à tous les faits survenus après l'entrée en vigueur de la présente modification» sont en général inutiles.

1.6.7 Entrée en vigueur

1.6.7.1 Généralités

- 243 On fixe dans l'ordonnance la date à laquelle elle entre en vigueur. Cette date sera dans la mesure du possible le premier jour d'un mois (cf. ch. 55).

La formule est la suivante:

La présente ordonnance entre en vigueur le

- 244* Pour l'entrée en vigueur urgente et la publication urgente, cf. ch. 61.

* Chiffre modifié par décision du 27 oct. 2016 du groupe de suivi des DTL.

- 55 L'entrée en vigueur d'un acte doit être fixée à une date déterminée. La formule «... entre immédiatement en vigueur» n'est pas admise. En règle générale, les actes entrent en vigueur le 1^{er} jour du mois. On notera qu'ils doivent être publiés au RO au moins cinq jours avant leur entrée en vigueur ([art. 7, al. 1, LPubl](#) et [art. 10](#) et [11_OPubl](#)) et que la [procédure du CPO](#) doit être achevée avant la publication.

Exemple:

Art. 25 Entrée en vigueur
La présente ordonnance entre en vigueur le 1^{er} janvier 2011.

Pour l'entrée en vigueur des lois, cf. ch. 171 à 186.

- 61* Dans les cas où un acte doit entrer en vigueur à une heure donnée, notamment lorsqu'il doit entrer en vigueur le jour même de son adoption, on indiquera, en plus de la date, l'heure de l'entrée en vigueur.

En règle générale, l'acte doit alors faire l'objet d'une publication urgente (cf. [art. 7, al. 3, LPubl](#) ; [art. 12 OPubl](#) ; [Guide de législation](#), ch. 999 à 1006).

La formule sera la suivante :

Art. ... Entrée en vigueur
La présente loi / ordonnance entre en vigueur le ... à 11 h 30¹.

¹ Publication urgente du [date] au sens de l'art. 7, al. 3, de la loi du 18 juin 2004 sur les publications officielles (RS 170.512)

* Chiffre modifié par décision du 27 oct. 2016 du groupe de suivi des DTL.

1.6.7.2 Entrée en vigueur avec effet rétroactif

- 60 Pour l'entrée en vigueur avec effet rétroactif de manière générale, cf. [Guide de législation](#), ch. 1008, 1009 et 1028 à 1030.

Si un acte doit entrer en vigueur *avec effet rétroactif*, la formule sera complétée selon le modèle ci-après:

La présente ordonnance entre en vigueur avec effet rétroactif au

Pour l'entrée en vigueur d'une loi avec effet rétroactif, cf. ch. 174.

1.6.7.3 Entrée en vigueur à une heure donnée; publication urgente

- 61* Dans les cas où un acte doit entrer en vigueur à une heure donnée, notamment lorsqu'il doit entrer en vigueur le jour même de son adoption, on indiquera, en plus de la date, l'heure de l'entrée en vigueur.

En règle générale, l'acte doit alors faire l'objet d'une publication urgente (cf. [art. 7, al. 3, LPubl](#) ; [art. 12 OPubl](#) ; [Guide de législation](#), ch. 999 à 1006).

La formule sera la suivante :

Art. ... Entrée en vigueur
La présente loi / ordonnance entre en vigueur le ... à 11 h 30¹.

¹ Publication urgente du [date] au sens de l'art. 7, al. 3, de la loi du 18 juin 2004 sur les publications officielles (RS 170.512)

* Chiffre modifié par décision du 27 oct. 2016 du groupe de suivi des DTL.

1.6.7.4 Entrée en vigueur échelonnée

- 245 Les ch. 176 à 186 s'appliquent par analogie à l'entrée en vigueur échelonnée des ordonnances. Toutefois, lorsqu'une ordonnance doit entrer en vigueur de manière échelonnée, l'auteur de l'acte décidera en principe lui-même des dates d'entrée en vigueur (pas de délégation).

En règle générale, les formules seront les suivantes:

La présente ordonnance entre en vigueur comme suit:

- a. les art. ..., le ...;
- b. les art. ..., le

ou

¹ La présente ordonnance entre en vigueur le ..., sous réserve de l'al. 2.

² Les art. ... entrent en vigueur le

1.6.7.5 Entrée en vigueur liée à l'entrée en vigueur d'un autre acte

- 56 L'entrée en vigueur d'un acte soumis ou sujet au référendum peut être liée à celle d'un autre acte. Ce lien peut être absolu ou temporel: dans le premier cas, l'acte A n'entre en vigueur que *si* l'acte B entre en vigueur; dans le second, l'acte A entre en vigueur *en même temps* que l'acte B (pour les cas où cette procédure est admise, cf. [Guide de législation](#), ch. 597 à 600).

Si l'entrée en vigueur des deux actes est liée, autrement dit si chacun d'entre eux n'entre en vigueur qu'à condition que l'autre acte entre également en vigueur, on optera pour un acte modificateur unique (ch. 278). Si l'on souhaite par contre que l'acte A puisse entrer en vigueur même si l'acte B est rejeté en votation populaire, on soumettra à l'Assemblée fédérale et au peuple deux projets distincts; on utilisera alors dans l'acte A la formule d'entrée en vigueur habituelle et, dans l'acte B, la formule suivante:

... n'entre en vigueur qu'avec

- 57 Lorsqu'il faut simplement faire entrer en vigueur plusieurs lois *en même temps*, on déléguera en règle générale la mise en vigueur au Conseil fédéral, pour plus de souplesse; ce dernier pourra alors fixer l'entrée en vigueur simultanée des différents actes.
- 59 On pourra déroger aux règles fixées aux ch. 57 et 58 dans les cas où il est difficile de prévoir la date de l'entrée en vigueur d'une loi ou d'un traité international (notamment en raison des imprévus liés à une éventuelle demande de référendum ou à une éventuelle votation populaire); en pareil cas, on pourra utiliser la formule suivante:

... entre en vigueur en même temps que

1.6.8 Durée de validité limitée

- 62 Si un acte ne doit déployer d'effets que pendant une période déterminée, connue à l'avance, on mentionnera la date à laquelle il entrera en vigueur et la date à laquelle il cessera d'être en vigueur (en règle générale, la formule sera: «... entre en vigueur le ... et a effet jusqu'au ...»).

Exemple:

Art. 2 Entrée en vigueur et durée de validité
La présente ordonnance entre en vigueur le 1^{er} janvier 2012 et a effet jusqu'au 31 décembre 2013.

→ [RO 2011 5581](#)

- 63 On fera preuve de retenue dans l'emploi de formules du type «... a effet jusqu'à l'entrée en vigueur de la loi du ... sur ...». Elles seront en tout état de cause impérativement suivies de la restriction temporelle suivante: «..., mais au plus tard jusqu'au ...».
- 64 Pour les questions spécifiques liées à la durée de validité limitée des actes modificateurs, cf. ch. 279, 280 et 281 («Suspension et modification temporaire»).

1.6.9 Signatures

246 Les signatures des actes varient selon l'auteur de l'acte. On suivra les exemples ci-après (la version allemande obéit à des règles de ponctuation différentes):

22 juin 2012	Au nom du Conseil fédéral suisse: Le président de la Confédération, Ueli Maurer La chancelière de la Confédération, Corina Casanova
--------------	---

28 mai 2012	Département fédéral de justice et police: Simonetta Sommaruga
-------------	--

1 ^{er} juin 2012	Office fédéral de la santé publique: Pascal Strupler
---------------------------	---

Lorsqu'un acte est édicté conjointement par deux autorités, on mentionnera les deux autorités dans la signature:

7 novembre 2012	Département fédéral de l'intérieur: Alain Berset
7 novembre 2012	Département fédéral de l'environnement, des transports, de l'énergie et de la communication: Doris Leuthard

Lorsque la formule «... *en accord avec* ...» apparaît dans le préambule (cf. ch. 236), seule l'autorité responsable au premier chef apparaît dans la signature.

1.7 Section 7 Annexes

65 Outre les dispositions abrogeant ou modifiant d'autres actes (ch. 48), on peut placer en annexe certaines dispositions pour améliorer la *lisibilité* de l'acte. L'annexe est particulièrement indiquée si l'objet de la réglementation s'insère mal dans la structure de l'acte, découpé en articles, ou si on doit avoir recours à des représentations graphiques pour en assurer l'application correcte.

En voici quelques exemples typiques:

- a. de longs tableaux ou listes (ex.: [RO 2007_1023](#), annexe 1, tableau de fréquences; [RO 2012_2147](#), listes de substances chimiques; [RO 2006_1945](#), annexe 1, catalogue de droits d'accès; [RO 2008_5343](#), annexe, tarifs des émoluments);
 - b. des illustrations (en particulier des pictogrammes) et des tableaux à caractère normatif (ex.: [RO 2007_821](#), annexe 1, ch. 1 et 7; [RO 2011_1985](#), annexe);
 - c. des illustrations rendant plus clair le texte normatif (ex.: [RO 2001_334](#), annexe 5);
 - d. une longue liste de définitions ou d'équivalences de termes (ex.: [RO 2007_6267](#), annexe 1);
 - e. une longue liste de renvois à des actes de l'UE en particulier (ex.: [RO 2010_4045](#), annexe).
- 66 Les illustrations sans caractère normatif (cf. ch. 65, let. c) ne sont admises que si elles facilitent la compréhension de dispositions complexes ou très techniques.
- 67 La couleur n'est admise que pour les illustrations (en particulier les pictogrammes) à caractère normatif (cf. ch. 65, let. b) (ex.: [RO 2009_4241](#), [2011_3477](#), étiquettes-énergie dans l'annexe 3.6).
- 68 Si un acte comporte *plusieurs annexes*, celles-ci sont numérotées en chiffres arabes, dans l'ordre des dispositions auxquelles elles se rapportent (ex.: [RO 1999_476](#)).
- 69 Le *lien entre le corps de l'acte et les annexes* doit toujours être assuré: dans le corps de l'acte, une disposition normative renverra à l'annexe (ex.: «Seules les entreprises qui remplissent les conditions fixées à l'annexe 1 sont admises.»); dans l'annexe, on mentionnera entre parenthèses en haut à droite, sous l'indication «Annexe» ou «Annexe ...», l'article auquel elle se rapporte (cf. ch. 93). Le titre de l'annexe doit correspondre autant que possible au texte qui y fait référence dans l'article concerné.

Exemple:

<p>Art. 17 Liste des additifs pour l'alimentation animale homologués</p> <p>¹ La liste des additifs pour l'alimentation animale homologués conformément à l'art. 20, al. 1, OSALA, figure dans l'annexe 2.</p> <p>...</p> <p style="text-align: right;"><i>Annexe 2</i> (art. 17, al. 1)</p> <p>Liste des additifs pour l'alimentation animale homologués (liste des additifs)</p> <p>...</p>
--

→ [*RO 2011_5699](#)

Pour la modification d'une annexe et l'ajout d'une annexe, cf. ch. 297 et 298.

1.7.1 Subdivision et présentation des annexes

- 93 On mentionnera précisément entre parenthèses en haut à droite, sous l'indication «Annexe» ou «Annexe ... [n° de l'annexe en chiffre arabe]», les dispositions qui renvoient à l'annexe. Pour le titre de l'annexe, cf. ch. 69.

- 94 À l'inverse du corps de l'acte, les annexes ne peuvent être subdivisées en articles, alinéas, lettres, etc. Elles sont en règle générale *subdivisées selon le système décimal* et présentées comme suit:

Annexe I
(art. 15)

Étourdissement au pistolet à tige perforante

I Exigences auxquelles les instruments et la munition doivent satisfaire

1.1 Pour l'étourdissement à la tige perforante, seuls peuvent être utilisés des appareils appropriés à l'espèce et au poids de l'animal.

1.2 Le pistolet à tige perforante ne peut être utilisé que si la tige se rétracte entièrement dans la gaine avant chaque tir.

1.3 L'utilisation des pistolets à tige perforante qui ne sont pas actionnés par une charge ou par de l'air comprimé n'est pas admise, sauf pour étourdir les lapins, la volaille et les oiseaux coureurs.

...

→ [*RO 2010 4245](#)

- 95 Les annexes dans lesquelles d'autres actes sont abrogés ou modifiés sont présentées selon les modèles ci-après (cf. également ch. 50). On numérotera les actes concernés avec des chiffres arabes.

Abrogation et modification de plusieurs autres actes

Annexe ... / Annexe
(art. ...) / (ch. ...)

Abrogation et modification d'autres actes

I

Sont abrogées:

1. la loi [fédérale] du ... sur ...¹² / l'ordonnance du ... sur ...¹²;
2. la loi [fédérale] du ... sur ...¹³ / l'ordonnance du ... sur ...¹³.

II

Les actes mentionnés ci-après sont modifiés comme suit:

1. Loi [fédérale] du ... sur ...¹⁴ / Ordonnance du ... sur ...¹⁴

Art. ...

...

2. Loi [fédérale] du ... sur ...¹⁵ / Ordonnance du ... sur ...¹⁵

Art. ...

...

¹² RO ..., ..., ...
¹³ RO ..., ...
¹⁴ RS ...
¹⁵ RS ...

Modification d'un seul autre acte

*Annexe ... / Annexe
(art. ...) / (ch. ...)*

Modification d'un autre acte

La loi [fédérale] du ... sur ...¹² / L'ordonnance du ... sur ...¹² est modifiée comme suit:

Art. ...
 ...

¹² RS ...

Modification de plusieurs autres actes

*Annexe ... / Annexe
(art. ...) / (ch. ...)*

Modification d'autres actes

Les actes mentionnés ci-après sont modifiés comme suit:

1. Loi [fédérale] du ... sur ...¹⁴ / Ordonnance du ... sur ...¹⁴

Art. ...
 ...

2. Loi [fédérale] du ... sur ...¹⁵ / Ordonnance du ... sur ...¹⁵

Art. ...
 ...

¹⁴ RS ...
¹⁵ RS ...

95a Pour la modification d'annexes à un acte qui est modifié en annexe à un autre acte ou par un acte modificateur unique, cf. ch. 300.

Index

- « -

- «accords d'association à Dublin» 35
 «accords d'association à Schengen» 35

- 0 -

002	5	043	45
003	5	044	46
004	5	045	46
005	5	046	46
006	5	047	46
007	5	048	46
008	5	049	47
009	5	050	47
010	7	051	48
011	7	052	48
012	7	053	48
013	7	055	49
015	8	056	51
018	8	057	51
021a	8	059	51
022	9	060	50
023	9	061	49, 50
026	9	062	51
027	9	063	51
028	9	064	51
029	9	065	52
030	12	066	52
031	12	067	52
032	12	068	52
033	12	069	52
034	13	070	16
035	13	072	17
036	13	073	17
037	14	074	17
038	14	075	17
039	14	076	17
040	14	077	17
041	16	078	17
042	45	079	18
		080	18
		081	18
		082	18
		083	18
		084	18
		085	18
		086	18
		087	18
		088	18
		089	18
		090	18
		091	18

092 20
093 53
094 53
095 53
096 21
097 21
098 21
099 21

- 1 -

100 23
101 23
102 23
103 23
104 23
105 23
106 25
107 25
108 25
109 25
110 25
111 26
112 26
113 27
114 27
115 27
116 27
117 27
118 27
119 27
120 27
121 27
122 28
123 28
124 29
125 29
126 30
127 30
128 30
129 30
130 31
131 31
132 31
133 32
134 33

135 33
136 34
137 34
138 39
139 39
140 39
141 40
142 40
143 41
144 41
145 41
146 42
147 42
148 42
149 42
150 43
151 43
152 44
153 44
154 44
155 5
189 29

- 2 -

234 5
235 9
236 9
237 9
238 16
239 16
240 21
241 45
242 45
243 49
244 49
245 50
246 52
276 5

- 3 -

367 35
370 35
371 35
372 36

373 36
374 36
375 38
376 38
377 37
378 37
379 38

- 8 -

89 18

- A -

abréviation 13, 21
abréviation d'un terme 13
abréviation d'une expression 13
abréviation d'une subdivision 21
abrogation 45, 46, 47, 53
abrogation d'autres actes 45, 46, 47, 53
abrogation d'un acte entier 47, 53
accords d'association à Dublin 37
accords d'association à Schengen 37
accords d'association à Schengen et accords d'association à Dublin 35, 36, 38
acte 5
acte abrogateur 47
acte de l'UE 29
acte modificateur unique 51
actes cités sans date 25
actes de durée limitée 47
administration centralisée 5
administration décentralisée 5
alinéa 16, 17, 18, 21
alinéa non numéroté 18
annexe 37, 38, 52, 53
annexe d'un acte 52
appel de note 23
approbation d'une autre autorité que l'auteur de l'acte 8
article 16, 17, 18, 21
article sans titre 18
article unique 17
Assemblée fédérale 5
auteur 5
auteur de l'acte 5

autorité 5
avis 9
avis du Conseil fédéral 9

- B -

base légale 9
but de l'acte 12
but d'un acte 12

- C -

champ d'application 12
chapitre 16, 17
chiffres arabes 17, 18, 53
chiffres romains 46
citation de la loi entière 9
clause d'exécution 45
clause d'exécution d'une loi 45
clause d'exécution d'une ordonnance 45
code 18
code civil 18, 25
code de procédure civile 25
code de procédure pénale 25
code des obligations 25
code pénal 18, 25
codes 5, 18, 25
Constitution 25
corps de l'acte 5
correspondances terminologiques 14

- D -

date de l'acte 23
date de l'acte dans un renvoi 23
définitions 12
deux-points 18
deux-pointsdeux-points 20
dispositions de coordination 45
dispositions finales 5, 45, 46, 47, 48, 49, 50, 51
dispositions générales 12
dispositions transitoires 45, 48
droit de l'UE 29, 30, 31, 32, 33, 34, 39, 40, 41, 42, 43
droit pénal accessoire 18
Dublin 38

durée de validité limitée 51
durée limitée 47, 51

- E -

effet rétroactif 50
en accord avec 9
en exécution de 9
entrée en vigueur 45, 49, 50
entrée en vigueur avec effet rétroactif 50
entrée en vigueur d'une loi 45, 49
entrée en vigueur d'une ordonnance du Conseil fédéral 49, 50
entrée en vigueur immédiate 49, 50
Etat Dublin 38
Etat Schengen 38
Etats participant à Dublin 38
Etats participant à Schengen 38
exécution 45
exécution d'une loi 45
exécution d'une ordonnance 45
exemple d'un préambule 9

- F -

Feuille fédérale 25, 27
forme abrégée 13
forme abrégée d'un terme 13
forme abrégée d'une expression 13

- G -

grands codes 5, 18, 25

- H -

heure donnée 49, 50

- I -

initiative parlementaire 9
introduction 13

- M -

Mantelerlass 51

modification 5, 45, 46, 48, 53

- N -

nom officiel 5
normes techniques 27, 28
note de bas de page relative à un renvoi d'un acte de l'UE 30, 31, 42
notes de bas de page 23, 25, 26, 27, 30, 31, 42, 47
numéro d'un acte de l'UE 29
numérotation 17, 18, 52
numérotation de l'article 17
numérotation des annexes 52
numérotation d'un alinéa 18

- O -

ordonnance 5
ordonnance de l'Assemblée fédérale 5
ordonnance du Conseil fédéral 5, 9, 16, 21, 45, 49, 50
ordonnance d'un département 8
ordonnance d'un office 8
ordonnance sur les émoluments 8
ordonnance sur l'organisation des départements 8
ordonnances 5
ordonnances des départements 5
ordonnances des offices 5
ordre des abrogations et des modifications 46
ordre des dispositions 9
ordre des dispositions finales 45

- P -

paragraphe numéroté 16
parallélisme des formes 48
parenthèses 13
partie introductive 5, 12
partie principale 5, 16
phrase indépendante 18
phrases complètes 18
préambule 9
préambule d'une loi 9
préambule d'une ordonnance 9
présentation 53

présentation d'une annexe 53
publication urgente 49, 50

- R -

rapport de la Commission 9
rectificatif publié par l'UE 42
référence à la Feuille fédérale 25, 27
règle de ponctuation 18
règle de ponctuation de l'article 18
renvoi 21, 23, 25, 27, 28, 30, 31, 42
renvoi à des normes techniques 27, 28
renvoi à la Constitution 25
renvoi à l'intérieur d'un acte 23
renvoi cité plusieurs fois dans un/e même article/annexe 25
renvoi dans le préambule 25
renvoi dans le titre 21
renvoi dans le titre de l'article 21
renvoi de rang inférieur 26
renvoi ne figurant ni dans le RO ni dans le RS 27, 28
renvoi ps encore publié au RO 25
révision 5
révision partielle 5
révision totale 5

- S -

sans date de l'acte 25
sans titre 18
Schengen 38
sigle 8, 13
signature de l'acte 52
signatures de l'acte 52
subdivision 18, 53
subdivision d'un alinéa 18
subdivision d'une annexe 53

- T -

titre 5, 7, 21
titre court 7, 35
titre de l'acte 5
titre de l'article 21
titre marginal 18

titres marginaux 18
Tribunal fédéral 5

- U -

unité 5